

**Election de
l'Assemblée Constituante
19 octobre 2008**

**Liste n°7
socialiste pluraliste**

**Dossier de présentation
des candidat-e-s**

Juillet 2008

Feuille de route

Pour une Constitution moderne et progressiste

Voici les thèmes programmatiques retenus par le PSG en vue de l'élection de la Constituante du 19 octobre 2008. Ce document a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée générale du 29 mai 2008.

A. La méthode

1. Les Socialistes veulent parvenir à une nouvelle Constitution claire, lisible par tous, adaptée à notre temps, plus démocratique, plus solidaire, plus ouverte sur le monde. Le développement de la société, à Genève et dans la région, doit être compatible avec celui de l'ensemble de la planète, et préserver les facultés des générations futures de satisfaire leurs propres besoins.

2. Les Socialistes demandent que l'Assemblée constituante travaille à partir de l'analyse de la situation : problèmes à résoudre et thèmes (méthode dite de la page blanche) plutôt qu'à partir d'un texte préparé par des instances autres que la Constituante elle-même.

Esprit d'ouverture et de négociation

3. C'est pourquoi les Socialistes feront campagne sur les valeurs qu'ils souhaitent voir traduites dans la nouvelle Constitution, sur une série de principes et de propositions concrètes, mais dans un esprit d'ouverture et de négociation. Ils ne présenteront pas un projet clé en main, à prendre ou à laisser, aux électeurs et aux électrices.

Consultations populaires

4. Les Socialistes demanderont que la Constituante lance, au moins à deux reprises, une vaste consultation de la population sur les résultats intermédiaires de ses travaux.

5. Les Socialistes s'engagent à être, pendant toute

la durée des travaux de la Constituante, à l'écoute de leur base et des représentant-e-s des mouvements sociaux, syndicaux, culturels, de locataires, des associations d'habitant-e-s, etc.

6. Les propositions formulées par la population sous forme de pétitions seront traitées par la Constituante.

7. Les Socialistes tiendront cependant un certain nombre de points comme suffisamment fondamentaux pour que leur respect conditionne leur approbation du texte final.

B. Les grands thèmes

I Droits fondamentaux et sociaux

1. Inscrire un catalogue des droits fondamentaux et sociaux dans la Constitution (comportant notamment l'égalité entre femmes et hommes) et la promotion de l'égalité des chances.

2. Développer les droits justiciables : droit au choix du mode de vie ; droit à un revenu de base ; droit au travail ; droit à l'égalité des personnes handicapées ; droit au logement ; droit à la gratuité de l'éducation et la formation y compris professionnelle, dans un cadre public ; droit à l'accès aux soins ; droit à l'accès à la justice indépendamment du revenu ; droit pour les aîné-e-s de vivre dans la dignité ; droit à l'alimentation.

Développer les droits sociaux

Droit à un revenu de base, au logement, à l'éducation, à l'accès aux soins, à une justice indépendante

3. Inscrire le principe du respect et de la mise en oeuvre concrète par le canton des instruments internationaux de protection des droits humains (CEDH, Pacte I et II de l'ONU, Convention sur les droits de l'enfant, etc.).

II Droits démocratiques

1. Accorder aux étranger-e-s établi-e-s depuis un certain temps dans le canton, le droit de vote et le droit d'éligibilité aux niveaux cantonal et communal.

2. Abaisser le nombre de signatures nécessaire pour une initiative ou un référendum, comme cela s'est fait à Zurich, pour tenir compte des difficultés de récolte pour les mouvements sans moyens financiers à l'heure du vote par correspondance.

Favoriser la démocratie directe et ouvrir le droit de vote et d'éligibilité aux étranger-e-s

3. Garantir le référendum obligatoire pour toute modification des lois adoptées par le peuple à la suite d'une initiative populaire, ou adoptées par le Grand Conseil en provoquant le retrait d'une initiative populaire, pendant une certaine durée.

4. Introduire le référendum constructif.

5. Introduire la motion populaire.

6. Introduire le référendum des communes et des grandes villes.

7. Réformer la procédure de validation des initiatives populaires (transférer la décision à une instance judiciaire).

8. Inscrire une disposition sur la procédure de naturalisation (gratuité, voie de recours). Garantir de façon générale la transparence de la vie publique.

9. Inscrire une disposition sur le financement public des partis politiques et sur la transparence des finances des partis et groupements politiques.

10. Garantir la liberté de la presse et la diversité des médias.

III Territoire

1. Inscrire une disposition sur la collaboration et les institutions régionales et transfrontalières.
2. Inscrire une disposition sur l'engagement de Genève en faveur de l'intégration dans l'Union européenne.
3. Inscrire une disposition sur la notion d'agglomération.
4. Réformer l'organisation des communes en vue d'une plus grande égalité de traitement des habitant-e-s du canton, d'une plus grande efficacité et d'un meilleur contrôle démocratique :
 - a. Maintenir la Ville de Genève.
 - b. Favoriser les fusions en vue de la création d'un nombre réduit de communes équilibrées.
 - c. Favoriser les institutions intercommunales, avec exercice des droits démocratiques dans leur périmètre.
 - d. Favoriser la représentativité des associations d'habitant-e-s et de la démocratie de quartier.

Repenser et revaloriser le rôle de proximité et les compétences des communes

5. Inscrire une disposition sur la péréquation financière intercommunale et sur l'instauration d'un taux d'imposition unique pour toutes les communes.
6. Inscrire une disposition sur les principes de répartition des compétences entre le canton et les communes. Confirmer le rôle prééminent de l'Etat dans l'aménagement du territoire cantonal, en précisant les règles de subsidiarité et les marges de compétence des communes.
7. Consacrer les principes d'équité sociale dans l'aménagement du territoire et la distribution des services et de mixité sociale dans l'ensemble des secteurs d'habitat. Consacrer le principe de mixité sociale sur l'ensemble du territoire et de mixité d'activités (emploi et logement) dans une large mesure.
8. Introduire un engagement de l'Etat à promouvoir et à aménager les espaces nécessaires à la sphère publique et à la communication sociale.

IV Institutions

1. Prévoir une élection à la majorité absolue au premier tour pour le Conseil d'Etat et le Conseil des Etats.
2. Réformer le système des apparentements pour éviter que les voix des petites listes ne soient purement et simplement perdues.
3. Inscrire une disposition sur le mode de désignation, la formation des magistrats du pouvoir judiciaire et la haute surveillance.
4. Prévoir un contrôle de la qualité et une évaluation des lois.
5. Instituer le principe de parité des genres sur les listes électorales pour toutes les élections.
6. Instituer une limitation dans le temps des mandats électifs.
7. Interdire le cumul des mandats électifs.
8. Introduire dans la loi sur l'éligibilité, l'élection de suppléant-e-s.
8. Prévoir que les commissions et délégations officielles, ainsi que les conseils d'institutions appartenant au canton et aux communes, comprennent une représentation équitable des principales sensibilités politiques et/ou des partenaires sociaux et, cas échéant, des salarié-e-s concerné-e-s et des usagers et usagères (pour un service public démocratique et participatif).

V Action de l'Etat

1. Disposer d'un catalogue des missions de l'Etat.
2. Inscrire une disposition sur les principes du service public (dont les moyens d'action prioritaires sont la fonction publique et les régies publiques), y compris le principe de participation des travailleurs.
3. Maintenir intégralement dans leur portée, mais moderniser et harmoniser dans leur forme, les principes écologiques (transports, énergie) de la constitution actuelle.
4. Réaffirmer intégralement dans leur portée les dispositions actuelles sur la politique sociale du logement.

5. Inscrire une disposition sur la conservation durable des ressources naturelles et notamment sur le caractère de bien commun de l'eau. Dans ses relations avec le reste du monde, Genève se fixe pour objectif de contribuer au développement durable de la planète, à la solidarité entre les peuples, à un commerce équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la promotion des droits humains.
6. Consacrer la langue française comme langue officielle.
7. Défendre le principe de laïcité.
8. Consacrer le rôle des associations.
9. Consacrer le principe de transparence de l'administration.

Faire de l'Etat le garant du développement durable, de la cohésion sociale et de la diversité culturelle

10. Ancrer dans la Constitution le principe de la responsabilité de l'Etat.
11. Prévoir une disposition sur la solidarité internationale.
12. Se conformer aux objectifs internationaux en matière d'aide au développement.
13. Instituer un médiateur de l'Etat.
14. Inscrire un article sur la culture.
15. Inscrire une disposition sur une véritable politique familiale favorisant la conciliation de la vie familiale, professionnelle et associative.
16. Inscrire un article sur l'instruction publique gratuite visant à la réalisation des potentialités de chaque enfant et sur le péri- et parascolaire, et inscrire un article sur la protection des mineurs.
17. Consacrer l'intégration des étranger-e-s comme une tâche publique.
18. Garantir l'exercice des libertés syndicales.
19. Garantir le développement durable, la cohésion sociale et la diversité culturelle du canton.

Candidat-e-s socialistes

M. Ahmed ALI JAMA

ahmed.ali_jama@ps-ge.ch

Age: 24 ans

Commune: Genève

Profession: Officier d'état civil suppléant

Engagements: Je m'engage pour que tous les jeunes du canton obtiennent une place d'apprentissage sans distinction, mais également contre la précarité sociale et pour une politique économique au service de l'emploi, ainsi que pour le respect des plus faibles.

«En un mot»: Favoriser la formation et l'embauche de tous les citoyens



Biographie

Arrivé en Suisse en 1997, j'ai commencé ma scolarité au Cycle d'orientation de la Florence, que j'ai terminée en 2000.

Par la suite, j'ai continué mes études à l'Ecole de commerce de Madame de Staël, section maturité professionnelle commerciale. J'ai terminé cette formation en 2003.

Ensuite, de 2004 à 2005, j'ai effectué mon stage de maturité professionnelle commerciale (MPC) à la Ville de Genève, au service des ressources humaines.

En 2006, j'ai fait l'école de recrue à Payerne.

Depuis 2007, je travaille à l'office de l'état civil de Genève où je viens d'être engagé fixe en qualité d'officier d'état civil suppléant.

Depuis 1999, je suis bénévolement traducteur interprète (français, arabe et somalien).

Mes loisirs sont les suivants : jeux d'échecs, volley-ball, danse et musique.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Objectifs, motivations et ambitions pour notre nouvelle Constitution

La Constituante est une occasion de redéfinir et de réfléchir ensemble, en tant que communauté, à nos valeurs et aux règles de la vie en commun.

C'est aussi une occasion de consulter une nouvelle génération afin d'affronter ensemble les défis de l'avenir.

Conscient de l'importance du renouvellement de notre Constitution, il est important pour moi de contribuer au développement et de veiller à appliquer les principes démocratiques tout en développant le multiculturalisme international de Genève.

Le canton de Genève est un canton multi-ethnique, où il y a plus de 150 nationalités.

Par conséquent, l'enseignement à Genève doit assumer cette réalité en expliquant à la jeunesse l'histoire et la civilisation de cette réalité.

Je m'engage pour que tous les jeunes du canton obtiennent une place d'apprentissage sans distinction. Il est capital aujourd'hui que la formation et la création de logements sociaux soient une priorité politique.

Je m'engage également contre la précarité sociale et pour une politique économique au service de l'emploi, ainsi que pour le respect des lois et la protection des plus faibles.

L'intégration doit être un processus, un programme de prise de conscience, de compréhension et de considération mutuelle, sans préjugés. Elle doit être accompagnée d'actions concrètes et égalitaires.

Ahmed Ali Jama

M. Roberto BARANZINI*roberto.baranzini@ps-ge.ch***Age:** 44 ans**Commune:** Genève**Profession:** Professeur d'économie politique aux Universités de Lausanne et Neuchâtel**Mandats politiques:** Membre du Comité de la section ville de Genève du PS et représentant de la section au groupe municipal.**Engagements:** Président de la Commission du personnel de l'Université de Lausanne, ancien président de l'Association Romande pour la Promotion de la Banque Alternative BAS.**«En trois mots»:** Des compétences particulières pour le bien commun**Biographie**

Né le 28 mars 1964 à Bellinzona (Tessin), j'ai effectué mes études à l'Université de Genève – *licence en économie politique* (1987) et *licence en méthodes quantitatives* (1990) – et à l'Università degli Studi de Bologna (I), où j'ai obtenu le grade de *docteur en science politique* (1996). Au Département d'économétrie et d'économie politique de l'Université de Lausanne, j'ai rédigé mon *doctorat en économie politique* (2001). Actuellement, je suis professeur d'économie politique aux Universités de Lausanne et de Neuchâtel.

J'ai aussi été professeur invité à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne et à l'Université du Québec à Montréal, ainsi que *research affiliate* à l'Université de Yale et *research fellow* à l'Université d'Oxford.

Membre de plusieurs associations (Helvetas, ATE, Asloca, MQEV, Pinacothèque des Eaux-Vives, ...), j'ai présidé, de 1993 à 1997, l'Association Romande pour la Promotion de la Banque Alternative BAS et, de 1997 à 2000, l'Association Ethique, Banque et Argent.

Depuis toujours proche du PS, je n'ai adhéré au PSG qu'en 2005, après être rentré d'un (dernier) séjour à l'étranger. Je suis actuellement membre du comité Ville de Genève et son représentant au sein du groupe socialiste au Conseil municipal.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

La Constituante est une occasion, peut-être la plus propice pour une communauté, de réfléchir à son identité en tant que communauté, à ses valeurs, aux règles de la vie en commun, à son devenir.

Le travail de la Constituante se concrétise finalement dans la rédaction d'une nouvelle Constitution que les électeurs et électrices devront valider.

Je défends l'idée que ce processus doit se faire en lien avec les citoyen-ne-s, en leur soumettant le projet au moins deux fois et qu'il est capital d'effectuer un aller-retour constant entre la Constituante et le Parti par l'intermédiaire des élu-e-s.

Des compétences techniques pour des solutions politiques

Je veux m'engager et engager mes compétences dans ce travail parce que je suis confiant dans la possibilité de convaincre par de bons arguments raisonnés.

Dans ce type de travail, les compétences spécifiques sont nettement plus importantes que dans les contextes parlementaires où les logiques partisanes dominent. J'ai l'avantage de

bénéficier d'une triple formation universitaire (économie politique, méthodes quantitatives, science politique) qui me permet de traiter des sujets fort techniques alors que ma spécialisation académique – l'histoire de la pensée économique – s'appuie plutôt sur la mobilisation d'outils philosophiques.

Pas de bien commun sans solidarité

Pour le socialiste que je suis, ce travail dans la Constituante consiste à me battre pour mettre au centre du débat le bien commun et la solidarité, sans laquelle le bien commun n'est qu'une expression creuse.

Solidarité avec ceux et celles qui pendant une période de leur vie se trouvent fragilisés, en revendiquant, par exemple, le caractère justiciable de certains droits fondamentaux ; solidarité entre communes genevoises, par une refonte de la péréquation qui viendrait à compenser une nécessaire harmonisation fiscale accrue ; solidarité avec les générations futures, non pas en introduisant des règles absurdes contre la dette, mais en investissant pour elles dans l'environnement, tout comme dans la formation et dans la culture.

Roberto Baranzini<http://www.unil.ch/cwp/page39062.html>

Candidat-e-s socialistes

Mme Montserrat BELMONTE

montserrat.belmonte@ps-ge.ch

Age: 31 ans

Commune: Vernier

Profession: Secrétaire-juriste au Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève

Mandats politiques: Conseillère municipale à Vernier de 2001 à 2008

Engagements: Droit sociaux, droit de vote et éligibilité des étrangers, autonomie communale, et protection de l'environnement

«En un mot»: Une Constitution sociale où les générations futures d'identifieront



Biographie

Formations :

Décembre 2004	Obtention du brevet d'avocat
2001 à 2004	Stage d'avocate
2001 à 2002	Université de Genève, cours de procédure pour les avocats
Octobre 2001	Licence en droit
1996 à 2001	Université de Genève, Faculté de droit,
1992 à 1996	Maturité moderne, Collège Voltaire, Genève

Expériences professionnelles :

Février 2007 – à ce jour:	Secrétaire-juriste
Novembre 2006 – Janvier 2007 :	Juriste
Janvier 2005 – Juin 2006 :	Avocate (barreau de Genève) et collaboratrice
Novembre 2001 – Septembre 2004 :	Avocate-stagiaire

Engagements politiques

2007 – 2008 :	Conseillère municipale de la Commune de Vernier
Mai 2006 à mai 2007 :	Présidente du Conseil municipal
2003 – 2007 :	Conseillère municipale de la Commune de Vernier
Juin 2001 – 2003 :	Conseillère municipale de la Commune de Vernier

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Chères Citoyennes et Chers Citoyens, Mesdames, Messieurs,

Depuis février 2007, je travaille en qualité de secrétaire-juriste, titulaire du brevet d'avocat, au Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève. Avant d'être engagée à la Ville de Genève, j'ai exercé en qualité d'avocate ou d'avocate stagiaire.

En parallèle à mes activités professionnelles, j'ai été Conseillère municipale à Vernier de juin 2001 à juin 2008.

Je suis en mesure de constater pleinement les difficultés que rencontrent les communes face à l'Etat de Genève et à la Confédération, notamment pour les questions d'aménagement du territoire où il est parfois difficile de faire valoir sa position. Par ailleurs, j'ai également pu constater à quel point il peut être difficile et extrêmement coûteux pour un-e citoyen-ne de saisir la justice, notamment pour les personnes les plus défavorisées. Par les armes mises à ma disposition, j'ai également combattu l'inégalité de traitement : les discriminations quelles qu'elles soient m'horripilent.

J'ai toujours privilégié la discussion à la confrontation, ce que je mets en pratique au Conseil municipal et dans mon activité professionnelle. J'apprends énormément au contact des autres au niveau culturel, technique et

également juridique, ce qui m'enrichit, tant sur le plan personnel que professionnel.

Participer à la Constituante est un défi que je souhaite relever, et c'est pourquoi j'ai déposé ma candidature pour siéger dans cette assemblée. Une nouvelle Constitution constitue le point de départ d'une nouvelle ère. Il s'agit d'adopter un texte auquel les générations futures s'identifieront pleinement et qui reflètera les valeurs fondamentales que nous garantissons.

Je souhaite notamment défendre une Constitution garante des droits fondamentaux et sociaux, assurer le droit de vote et d'éligibilité des étranger-e-s au plan communal et cantonal, lutter contre les discriminations, garantir une véritable autonomie communale, notamment en matière d'aménagement du territoire, protéger l'environnement et assurer le développement durable.

Je suis une personne ouverte à la discussion et bonne négociatrice, ce qui me semble être indispensable pour siéger dans une telle assemblée. Par ailleurs, avec mon expérience professionnelle et politique, je pense avoir de bonnes connaissances et un bon esprit d'analyse qui me permettront de participer de manière active au débat. En outre, je sais déjà que je vais apprendre énormément, ce dont je me réjouis.

Montserrat Belmonte

Mme Valérie BOILLAT

valerie.boillat@ps-ge.ch

Age: 37 ans**Commune:** Genève**Profession:** Secrétaire syndicale Unia**Engagements:** Conseil de fondation de la Fondetec ; comité du mensuel *Pages de gauche* ; membre du Parti socialiste genevois (PSG) ; co-présidente de la Commission migration et intégration du PSG (2003-2008) ; membre de l'Observatoire national pour le droit d'asile et des étrangers ; syndiquée SSP et Unia**«En un mot»:** Franche et passionnée**Biographie**

Née en 1971, j'ai grandi dans le Jura où j'ai fait mes écoles jusqu'à la maturité.

Après une licence ès lettres obtenue en 1996 à l'Université de Genève, j'ai fait partie de l'équipe des historiennes et historiens engagé-e-s par la Commission indépendante d'experts Suisse – seconde guerre mondiale (commission Bergier).

Depuis lors, mon parcours professionnel, dont voici les jalons, s'est poursuivi à Berne jusqu'à ce jour:

1997 – 2000: collaboratrice scientifique, Commission Bergier, Berne

Mars 2000 – oct. 2000: secrétaire politique du groupe socialiste aux Chambres, PSS, Berne

2000 – 2002: collaboratrice personnelle de Ruth Dreifuss, DFI, Berne

2003 – 2005: responsable du secteur intégration des réfugié-e-s, OSAR, Berne

Depuis 2005 : secrétaire syndicale, coresponsable des branches hôtellerie/restauration et sécurité privée, centrale d'Unia, Berne

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Le travail à la commission Bergier, chargée d'examiner le rôle de la Suisse durant la seconde guerre mondiale, m'a permis de saisir un certain nombre de mécanismes politiques à l'œuvre en Suisse et de cerner l'attitude de repli d'une partie de la classe politique des années d'avant-guerre.

L'histoire est un repère essentiel. J'ai par ailleurs participé à un ouvrage collectif pour les 125 ans de l'Union syndicale suisse, en 2005, intitulé *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*.

En ces temps de libéralisme effréné, j'aime à me souvenir des racines du Parti socialiste, de ses luttes, espoirs, échecs et désillusions. Car le socialisme est un immense artisan de progrès social. L'émancipation de la classe ouvrière, l'émancipation des femmes et celle des migrant-e-s, sont des acquis du socialisme. Et cela, malgré certaines ambiguïtés que la gauche a pu avoir dans ces thématiques à certains moments de son histoire.

Une solide connaissance de la politique migratoire et des luttes du mouvement ouvrier sont donc à la base de mes engagements pour les

travailleuses et travailleurs, les migrant-e-s et les personnes précarisées. Je pense aussi que mes connaissances des dossiers fédéraux pourront constituer un atout et c'est pourquoi je suis motivée à faire acte de candidature.

Afin de rendre possible, si j'avais le privilège d'être élue, l'engagement que la Constituante requiert, j'ai décidé de réduire mon taux d'activité professionnelle à Berne.

J'aimerais contribuer à ce que la nouvelle Constitution soit un vecteur de changement profond, qui consacrerait un rôle fort de l'Etat. Qu'elle affirme des valeurs d'équité sociale, de laïcité, de service public et soit porteuse d'un projet d'extension des droits sociaux et démocratiques.

Je rêve aussi d'un texte fondamental qui redonne foi dans l'action politique, comme contre-pouvoir à l'inexorabilité des lois du marché.

Idéalisme? Peut-être, mais c'est une belle idée, me semble-t-il, et c'est aussi un des sens de mon engagement.

Valérie Boillat

Candidat-e-s socialistes

M. Béat BURGENMEIER

beat.burgenmeier@ps-ge.ch

Age: 64 ans

Commune: Bernex

Profession: Professeur à l'Université de Genève

Engagements: Pour des investissements socialement responsables (ISR)

«En un mot»: Pour une Constitution citoyenne : juste, solidaire et respectueuse de l'environnement



Biographie

Beat Bürgenmeier est Professeur ordinaire d'économie politique à l'Université de Genève depuis 1982.

Il préside actuellement le Fonds général pour la recherche de son Université et a été antérieurement, doyen de la Faculté des sciences économiques et sociales.

D'origine bâloise, marié et père de deux enfants, il a travaillé comme employé de commerce chez Geigy SA, avant d'entrer à l'Université. Il a fait des études en tant que stagiaire et étudiant à Paris, Birmingham, Genève et Boston.

Ses recherches portent sur la socio-économie, notamment dans le domaine de la protection de l'environnement.

Il est président du comité scientifique de *Fondaterra*, fondation européenne pour des territoires durables et président du conseil de l'Association allemande des professionnels de l'environnement.

Il participe en tant que membre au Conseil consultatif pour des investissements socialement responsables de DEXIA SA, au comité scientifique du programme «Gestion et impacts du changement climatique» (GICC2) du Ministère français de l'Ecologie et du Développement Durable et à la commission fédérale pour la recherche environnementale.

Enfin, il est expert de plusieurs organismes et de journaux scientifiques. Il a notamment publié en 2008 *Economie du Développement Durable* (troisième édition), en 2007 *Economie aux frontières de la nature* et en 2006 *Analyse et Politique Economiques* (sixième édition).

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

L'invitation à déposer ma candidature que le Parti socialiste m'a adressée, m'honore et je l'ai acceptée avec plaisir.

Depuis des années, j'enseigne l'économie en insistant sur le fait qu'elle ne peut être comprise qu'en relation avec le social.

En effet, le lien entre l'efficacité économique et l'équité sociale est étroit, et seule une interprétation néolibérale a tenté de nier ce lien, avec les conséquences néfastes que nous observons depuis des années pour la cohésion et la solidarité sociales.

Ma candidature est donc motivée par ma volonté de contribuer à une constitution mettant pleinement en valeur ce lien et qui contienne une référence explicite au concept de développement durable.

Ce concept est interprété de différentes manières. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) le remplace systématiquement par celui de la croissance durable.

Or, ce remplacement n'est pas anodin sur le plan des idées, car il ne tient pas compte de la dimension sociale pourtant au cœur même du projet socialiste.

Béat Burgenmeier

M. Grégoire CARASSO

gregoire.carasso@ps-ge.ch

Age: 28 ans**Commune:** Genève**Profession - formation:** Adjoint du Rectorat –
Historien des relations internationales**Mandats politiques:** Conseiller municipal Ville de Genève**Engagements:** Vice-président du Nouveau Mouvement Européen
(NOMES) Genève**«En un mot»:** Résolu et passionné !**Biographie**

Né à Genève en 1980 avec un doux mélange d'origines suisse et étrangères, j'ai grandi dans la campagne genevoise avant d'emménager au centre-ville.

Mini-trajectoire qui n'est pas sans lien avec mon goût aussi bien pour les produits de la terre – à commencer par les vins et les cafés ! – que pour l'intensité de la vie en ville.

Après avoir fait mes classes aux Colombières et à Sismondi, j'ai obtenu une licence en relations internationales et un diplôme en histoire et politique internationales à l'IUHEI. C'est dans ce contexte que j'ai notamment découvert

les passionnantes questions de politiques européennes.

Parallèlement à mes études, pour financer une indépendance voulue, j'ai travaillé pendant cinq ans dans une société d'enregistrement et de production de sons, avant de rejoindre comme salarié puis administrateur une autre PME, familiale celle-ci, spécialisée dans la torréfaction et la commercialisation de cafés.

Rapidement, l'envie de politique s'est fait sentir. Membre du PS depuis 2003, j'ai intégré en 2006 le bureau du PS Ville de Genève et suis conseiller municipal depuis notre victoire aux élections de 2007. Par ailleurs, j'ai représenté le PS à la Fondation Saint-Gervais Genève

comme trésorier (2006-2007) et suis vice-président depuis plusieurs années de la section genevoise du Nouveau mouvement européen suisse (NOMES).

Enfin, j'ai souhaité mettre une dose de politique dans mon quotidien professionnel. Une haute dose partisane dans un premier temps puisque j'ai eu le plaisir d'être l'assistant parlementaire d'un conseiller national genevois ; et, depuis une année, une dose homéopathique et institutionnelle dans un poste d'adjoint aux affaires académiques.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Actif au sein de la Commission constituante du Parti, je suis aussi motivé qu'enthousiaste de pouvoir prolonger cet engagement dans l'action d'une campagne électorale qui sera décisive à plus d'un titre.

Décisive bien sûr, parce que le PS devra compter sur une fraction importante au sein de l'Assemblée constituante afin de préserver nos acquis et réaliser de nouvelles avancées sociales et environnementales.

Mais cette campagne sera sans doute décisive aussi pour démontrer plus largement que les Socialistes sont, aujourd'hui plus que jamais, la seule force de gauche crédible.

A mes yeux, l'objectif fondamental est le renforcement de nos collectivités publiques et ce aussi bien en termes qualitatifs (représentativité réelle avec l'octroi des droits de vote/éligibilité complets aux étranger-ère-s, perfectionnement des outils démocratiques, etc.) qu'en termes de capacité d'action (Genthod ne sait plus que faire de son argent alors qu'Onex tire le diable par la queue) et de cohérence dans le

partage des tâches et la répartition des compétences.

Ayant fait le choix du travail à temps partiel depuis que mon engagement au sein du PS est devenu important, la perspective de me consacrer pleinement à la révision de la Constitution me passionne. Participer et lutter politiquement pour proposer aux habitant-e-s de Genève un contrat social qui réponde aux défis d'aujourd'hui et de demain, voilà le cœur de mes motivations.

Grégoire Carasso

Candidat-e-s socialistes

Mme Nicole CASTIONI

nicole.castioni@ps-ge.ch

Age: 50 ans

Commune: Carouge

Profession: Auteure-scénariste TSR, juge assesseur au Tribunal de police et au Tribunal des baux et loyers

Mandats politiques: Conseillère municipale à Carouge
ancienne Députée au Grand Conseil

Engagements: Familles monoparentales, droits des personnes
handicapées, égalité femmes-hommes, culture

«En un mot»: Respect



Biographie

Je suis née le 14 juillet 1958 à Genève.

Veuve, 2 filles de 20 et 15 ans.

Actuellement conseillère municipale à Carouge.

Députée au Grand Conseil de 1995 à 2001, conseillère municipale de 1993 à 1995 à Plan-les-Ouates.

Auteure de trois romans, de scénarii et d'une pièce de théâtre, je travaille actuellement en collaboration avec la TSR sur l'écriture d'une série télévisée.

Je suis membre de la Société Suisse des Auteurs.

J'exerce également les fonctions de juge assesseur au Tribunal de police et au Tribunal des baux et loyers.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Expérience et confrontation aux réalités

Sans vouloir enfoncer une porte ouverte, il me paraît évident qu'il n'y a rien de plus efficace que l'expérience et la confrontation aux réalités du quotidien pour identifier les manquements les plus criants.

Voici quelques exemples :

Je suis une femme :

Est-il normal que les salariées soient souvent moins payées que les salariés?

= Egalité entre femmes et hommes.

Je suis mère de famille :

Est-il normal que la précarité, les galères, soient le quotidien des familles monoparentales ?

= Réforme de la politique de la famille (à mettre en conformité avec l'évolution de la société)

J'ai été députée au Grand Conseil :

Co-auteure du projet de loi 7478 modifiant

la loi sur l'avance et le recouvrement des pensions alimentaires, voici le début de mon intervention au Grand Conseil : divorcer c'est avoir mal quand on dénoue les liens qui nous ont unis; divorcer est aussi, bien souvent, une façon de s'appauvrir. Divorcer c'est apprendre à gérer les factures, mais aussi les factures qui s'accumulent et la précarité qui est de plus en plus présente.

Je suis auteure-scénariste :

Est-il normal que les créateurs soient confrontés à l'inconfort juridique et financier?

= Pour une politique d'aide à la création et à la culture.

J'ai des yeux pour voir :

Est-il normal que les personnes handicapées ne soient pas plus entendues?

= Droit à l'égalité des personnes handicapées.

Nicole Castioni
www.nicole-castioni.com

M. Jean-Claude CRISTIN*jean-claude.cristin@ps-ge.ch***Age:** 70 ans**Commune:** Onex**Profession:** Musicien retraité de l'Orchestre de la Suisse Romande**Mandats politiques:** Président du Parti socialiste genevois (PSG) de 1977 à 1981, Président du Grand Conseil en 1985, Conseiller administratif et maire de la Ville d'Onex de 1987 à 1999**Engagements:** Secrétaire de la fondation immobilière d'Onex
Vice-président de la fondation HBM «Emma Kammacher»

Président de la Commission du Fonds cantonal d'art contemporain

En un mot: Accès à la culture pour tous**Biographie**

Né à Genève le 23 décembre 1937

1957 Diplôme d'ingénieur électricien ETS

1958 Engagé par E. Ansermet comme musicien à l'Orchestre de la Suisse Romande

1959 1er prix de virtuosité au Conservatoire de Genève

1968-1977 Membre de la fondation de l'OSR

1968-2001 Membre de la fondation de la caisse de retraite de l'OSR (pdt. de 86 à 98)

1969-1987 Député au Grand Conseil (chef de groupe de 75 à 77, président en 85)

1978-1998 Membre du CA des SIG (CD de 88 à 98)

1987-1999 Conseiller administratif et maire de la Ville d'Onex

1988-1994 Membre de la commission dite «des Sages»

1987-1999 Membre de la fondation intercommunale des Evaux

1989-1999 Membre du CD du centre intercommunal de voirie Bernex/Onex/Confignon (président en 91 et en 95)

Administrateur à EOS (89/99), à Chancy-Pougny (93/99), à la COFICOGE (91/99), à Télé-Onex, (pdt. de 89 à 99), aux cliniques de Montana et Jolimont (99/02).

Actuellement, membre de la fondation immobilière de la Ville d'Onex (secr.) et de celle d'Emma Kammacher (v-pdt.).

Président de la Commission du Fonds cantonal d'art contemporain.

Relevons enfin la présidence du Parti socialiste genevois de 1977 à 1981 et plus récemment celle de la section d'Onex.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Constatant la remise en cause des art. 4 et 5 de la Loi sur l'instruction publique, buts que nous avons eu tant de mal à faire accepter par le Grand Conseil avec René Longet il y a bientôt 30 ans, les attaques incessantes des partis de l'entente et leur alliée l'UDC, contre les droits acquis de haute lutte par nos camarades notamment ceux relatifs à la protection des locataires, je suis extrêmement soucieux des risques que les forces progressistes de notre canton encourront tout au long des travaux de l'AG constituante.

Néanmoins, je reste convaincu qu'il est nécessaire de régénérer et moderniser notre Constitution, ce d'autant plus que nous avons décidé d'affronter les enjeux et les risques, en nous entourant de personnalités compétentes, aux

profils variés, connaissant le fonctionnement de nos institutions.

En parfaite adéquation avec les objectifs visés dans la feuille de route socialiste, ayant l'expérience et le vécu de la vie politique et associative de notre canton, j'imagine pouvoir mettre à profit les qualités acquises dans l'exercice des nombreux mandats qui m'ont été confiés durant bientôt 40 ans par le Parti socialiste et l'électorat, pour défendre et traduire dans la nouvelle Constitution les valeurs du socialisme démocratique.

De plus, musicien retraité de l'Orchestre de la Suisse Romande, j'entends défendre une cause qui m'est chère et qui est trop souvent mal défendue par les politiques : celle de l'accès à la culture pour tous.

Jean-Claude Cristin

Candidat-e-s socialistes

M. Claudio DEUEL

claudio.deuel@ps-ge.ch

Age: 53 ans

Commune: Perly-Certoux

Profession: Délégué à la jeunesse Ville de Genève

Mandats politiques: Conseiller municipal à Perly-Certoux
membre de la Commission fédérale
de l'enfance et de la jeunesse

Engagements: Ma famille, mon travail, ma commune, mon canton.

«En un mot»: Liberté d'expression, défense des minorités, solidarité
et respect



Biographie

Né le 23 février 1955, marié et père de deux filles de 17 et 20 ans, j'ai effectué ma scolarité obligatoire à Zurich, pour ensuite obtenir ma maturité à l'Ecole de commerce de Neuchâtel.

Après deux années d'université à Neuchâtel et différents emplois, je me décide d'étudier l'animation socioculturelle à l'IES de Genève, où je m'installe dès 1978.

Dès 1980 et pendant vingt ans, j'ai exercé la profession d'animateur socioculturel à la Maison de quartier des Acacias.

J'ai également suivi les cours du certificat de perfectionnement en politique sociale de l'Université de Genève ainsi que de nombreux cours de formation continue tels que : animation de groupes, méthodologie de projets, médiation. Je suis trilingue (allemand, français, anglais).

Dès 2000, j'occupe la fonction de délégué à la jeunesse de la Ville de Genève.

Je suis membre du Conseil municipal de Perly-Certoux depuis neuf ans, ceci dans une liste communale et apolitique.

Depuis trois ans, je suis membre de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Les travaux de la Constituante et l'acceptation par le peuple de la nouvelle Constitution, présentent une énorme chance pour Genève et vont forger le futur de notre canton pour les années à venir.

Mes convictions politiques et citoyennes trouvent un écho dans les positions du Parti socialiste.

Les valeurs et sujets que j'aimerais partager dans l'Assemblée constituante sont multiples.

Plus de démocratie participative et de proximité, la place de la jeunesse dans la gestion publique, le respect de tout un chacun-e en commençant par une véritable égalité de chances, entre personnes mais aussi entre institutions privées et publiques, l'importance du développement durable dans notre société sont, sans ordre d'importance, des thématiques que je peux défendre avec conviction.

Sur un plan institutionnel, il est primordial de réfléchir à la région et à l'agglomération dans un sens transfrontalier. La place de la Ville de Genève et des communes doit être défendue et nécessite une clarification des compétences, des charges et des missions. Il va de soi

qu'une telle réflexion ne pourra se faire que sous un principe de laïcité dûment explicité dans le texte.

Réécrire la Constitution ne peut se faire dans un hémicycle réservé à 80 élus.

C'est pourquoi je défendrai tous les moyens d'écoute et de consultation de l'ensemble de la population genevoise, indépendamment de leur âge et de leur origine. Un effort particulier devra donc être consacré aux minorités.

Pouvoir ainsi relever ce défi de servir activement mon canton d'adoption me stimule énormément et me donne l'occasion d'appliquer mon expérience de proximité avec les habitants-e-s.

Claudio Deuel

M. Jan DORET*jan.doret@ps-ge.ch***Age:** 63 ans**Commune:** Genève**Profession:** Architecte-urbaniste, ex-secrétaire syndical Unia**Mandats et engagements:** comité directeur du Parti socialiste genevois (PSG) sur mandat du GTS (groupe des travailleuses et travailleurs socialistes); commission d'urbanisme du PSG; groupe « Thorel » du PSG ; comité CIA ; comité du Rassemblement pour une politique sociale du logement; commission «aménagement et logement» de la CGAS (communauté genevoise d'action syndicale) ; conseil de la FPLC; groupe d'urbanisme «500 mètres de ville en plus»**«En un mot»:** Dialogue et ouverture**Biographie**

Maturité latine en 1964.

Diplômé de l'Ecole d'architecture de l'Université de Genève en 1970.

Architecte-urbaniste de 1970 à 1976 auprès de F. Mentha, puis de la FAG (Fondation pour l'aménagement du quartier des Grottes).

Adhère au CLP (centre de liaison politique) en 1972.

Secrétaire syndical du Syntec (Syndicat général des employés techniques) de 1976 à 1981, puis à la FOBB (devenue le SIB, puis Unia) de 1982 à 2004 (départ à la retraite).

Adhère au PSG en 1992.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Je souhaite m'impliquer dans la rédaction d'une nouvelle Constitution pour y développer quatre objectifs :

- primo, moderniser le rapport entre Etat et communes (réorganisation, répartition des compétences et fiscalité homogène) ;
- secundo, l'aménagement du territoire dans sa dimension transfrontalière et la promotion d'une démocratie transfrontalière pour lui donner sa légitimité ;
- tertio, le droit au logement, notamment social;
- quarto, la promotion des droits civiques cantonaux des résidents étrangers.

Il m'apparaît capital d'imposer à la Constituante une méthode de travail ouverte, par thèmes. C'est d'autant plus important que, si certains thèmes portent en eux-mêmes les clivages classiques gauche-droite – les droits civiques des étrangers –, ce n'est pas le cas pour d'autres.

Ainsi, celui de la réorganisation du canton qui fait débat dans tous les partis : faut-il regrouper des communes ?

Lesquelles ? Une Ville étendue aux communes adjacentes au bâti «en continu» ? Subdivision de la Ville actuelle ? Fusion Ville – Etat? Statu quo intégral ? Et quelle répartition stable des compétences respectives ?

Toutes ces options méritent études, analyses et chiffrage, car personne ne peut sérieusement prétendre aujourd'hui pouvoir complètement argumenter son soutien à celle qu'il préfère ou son rejet des autres.

Je souhaite une forte mise à contribution de l'Université, notamment, pour développer un travail scientifique sur les thèmes et options que lui confierait la Constituante. Non seulement pour forger l'opinion de ses membres, mais surtout au-delà, celle du peuple, lui qui votera sa nouvelle Constitution en 2012.

Sur chaque thème et ses différentes options, le peuple a droit à une matière fournie, étayée et précise : une bonne Constitution ne se fait pas avec superficialité, dogmatisme, idées toutes faites, pensée figée et a-priori congelés.

Jan Doret

Candidat-e-s socialistes

Mme Françoise DUPRAZ

francoise.dupraz@ps-ge.ch

Age: 60 ans

Commune: Genève

Profession: Cheffe du Service culturel de Plan-les-Ouates

Mandats politiques: Fondation d'art dramatique (Commission
extraparlamentaire Ville de Genève),
Comité Section Ville de Genève du PS

Engagements: Maison de quartier des Acacias, Genève
Tiers-Monde, missions en Afrique de l'Ouest

«En un mot»: Ouverture et générosité



Biographie

Née à Genève il y a juste 60 ans, je me suis, depuis toujours, sentie «d'ailleurs». Cette ouverture au monde, par la culture, les voyages, les engagements associatifs, les projets de coopération soutenus et pour les questions de migration et d'intégration ainsi que pour la politique étrangère, est certainement ce qui me caractérise le plus.

Après deux emplois d'assistante de direction et quelques années consacrées à l'éducation de mes trois fils, en version «famille monoparentale» (même si le terme n'était pas encore utilisé), j'ai travaillé dix ans à l'Institut d'études sociales et deux ans à Solidarité Femmes avant d'être engagée, en 1990, par la commune de Plan-les-Ouates pour créer le Service culturel que je dirige encore à ce jour.

En 1992, j'adhère au Parti socialiste genevois et redynamise la section de Plan-les-Ouates. J'ai été active dans des clubs sportifs et à Coopération Coup-de-Main. Habitante des Acacias depuis 1996, membre du comité de la section Ville de Genève, je suis élue par le Conseil municipal pour représenter, depuis 1999, le PS au sein du Conseil de Fondation de l'art dramatique qui gère La Comédie de Genève et le Théâtre de Poche. J'ai été co-présidente de la Commission culturelle du PSG.

Mes autres engagements ont concerné le Comité de la MQ des Acacias, et Genève Tiers-Monde (vice-présidence).

J'ai effectué différentes courtes missions en Afrique de l'Ouest avec des ONG et des organismes internationaux : projet culturel (en Côte d'Ivoire), observation d'élections (en Guinée-Conakry), soutien à des bidonvilles et à un village sahélien (au Sénégal).

Autodidacte, c'est essentiellement par ma volonté, ma curiosité, mon intérêt pour la chose publique, mon amour de la vie et mon ouverture aux autres que j'ai pu avancer, évoluer et progresser tant dans ma vie personnelle, professionnelle que dans celle de militante.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Heureuse et fière de figurer sur la liste socialiste pour les élections de la Constituante, je pense sincèrement pouvoir représenter notre Parti dans cette nouvelle instance. Mon expérience professionnelle m'a permis d'acquérir des connaissances et des compétences quant au fonctionnement d'une commune en pleine expansion.

Par mon engagement au sein du PS Ville de Genève, j'ai appris à connaître les spécificités de la Ville. Je suis convaincue que ces deux regards (commune / ville de Genève) seront un de mes atouts face aux enjeux importants que représente la Constituante.

Mes intérêts personnels et mon bagage professionnel en matière de culture apparaissent également comme un avantage important pour ce thème essentiel face aux décisions à venir. Une équitable répartition des charges, des réalisations dépassant les frontières communales et genevoises ainsi que des projets en lien avec la Genève multiculturelle seront mes priorités.

Ma motivation consiste à mettre à disposition du PS mon énergie, mon expérience de vie et mon engagement en faveur de ce nouveau défi afin de représenter nos idéaux communs pour que ce canton soit enfin plus en adéquation avec la vraie vie de ses habitant-e-s.

Parmi les nombreuses valeurs de référence du socialisme, la défense des droits humains, la cause des femmes, le respect des conditions de travail, l'accueil des étrangers et leur intégration représentent les causes qui me tiennent le plus à cœur de défendre au quotidien, dans ma vie professionnelle et bien sûr au sein du PSG.

Françoise Dupraz

M. Frédéric ESPOSITO

frederic.esposito@ps-ge.ch

Age: 38 ans**Commune:** Genève**Profession:** Chargé de cours à l'Institut européen de l'Université de Genève**Engagements:** Secrétaire général du Centre européen de la culture, membre du comité du Nouveau Mouvement Européen Suisse (NOMES)**«En un mot»:** Engagé**Biographie****Un parcours suisse et européen**

Politologue, chargé de cours à l'Institut européen et responsable de la Plate-forme Europe, Frédéric Esposito est titulaire d'un doctorat ès sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, ainsi que d'un diplôme en relations internationales de l'IUHEID.

Il a été successivement chercheur invité à l'Institut européen de Florence ; chargé d'enseignement à l'Institut européen et à la Faculté de droit de l'Université de Genève ; directeur exécutif du Forum de l'Université 2005-2008 «Démocratie et terrorisme» de la Société académique de Genève.

Cette double spécialisation dans le domaine de la démocratie référendaire et de la lutte antiterroriste, l'a conduit à intervenir comme expert sur le plan international.

C'est ainsi qu'il a participé comme chef de projet au programme prioritaire de la Commission européenne «Les villes contre le terrorisme» et il est sollicité par la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen, sur la délicate question de la participation démocratique dans l'Union européenne.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante**Démocratie participative et éducation au coeur des débats**

Frédéric Esposito est passionné par la problématique européenne et les questions référendaires plus particulièrement.

La place des citoyens dans le débat politique européen ainsi que la façon d'aborder la problématique européenne dans la sphère publique, notamment par l'éducation, sont au coeur de sa réflexion.

Ce sont précisément ces deux éléments centraux qu'il compte promouvoir au sein de la Constituante : la démocratie participative et l'éducation.

Son intérêt pour les questions régionales et européennes a naturellement trouvé un prolongement dans la sphère publique, avec un engagement au sein du Centre européen de la culture, du Mouvement Né le 7 décembre et du NOMES, dont il fut par ailleurs président de la section genevoise de 2000 à 2003.

Pour Frédéric Esposito, notre canton fait face à une multitude d'enjeux dépassant le strict cadre des frontières cantonales, rendant l'élabo-

ration d'une nouvelle charte constitutionnelle doublement nécessaire.

Premièrement, elle doit doter notre canton de nouveaux outils mieux adaptés à ce nouvel environnement, pour inscrire véritablement l'action politique sur le long terme.

Deuxièmement, la future Constitution doit refléter ce qui fait la spécificité mais aussi la renommée de notre canton, c'est-à-dire sa dimension humaniste, internationale, sociale et citoyenne.

Pour lui, l'élaboration de nouveaux articles constitutionnels doit autant répondre à cette exigence fonctionnelle qu'indiquer la tonalité de l'action politique de ces prochaines années.

Né à Genève, ce Suisse d'origine étrangère espère aussi apporter une sensibilité citoyenne d'essence multiculturelle, en permettant à son canton de se doter enfin d'une Constitution qui reflète autant cet «esprit de Genève» dans ses dispositions, que son rayonnement international dans ses potentialités.

Frédéric Esposito

Candidat-e-s socialistes

M. Laurent EXTERMANN

laurent.extermann@ps-ge.ch

Age: 64 ans

Commune: Genève

Profession: Juriste et enseignant retraité

Mandats politiques: Conseil municipal Ville Genève (1975-1991);
Présidence du Conseil municipal en 1981-1982

Engagements: Membre du PS depuis 1972, ainsi que de plusieurs associations écologiques, culturelles et d'entraide; conseiller de paroisse Servette-Vieussieux; juriste conseil de l'Association des infirmières (ASI) depuis 1972

«En un mot»: Partager nos privilèges avec les moins favorisés



Biographie

64 ans, marié, 3 enfants et 3 petits enfants

- Scolarité à Genève, maturité classique en 1963 ; licence en droit en 1969 à l'Université de Genève
- 1972 : nomination comme maître de droit et de culture générale auprès des apprentis du CEPTA
- Dès 1972 : juriste-conseil de la section genevoise de l'Association suisse des infirmières (ASI-Genève)
- 1972 : adhésion au PS
- 1975-1991 : 4 législatures au Conseil municipal de la Ville de Genève ; présidence en 1981-1982
- 1983-1992 : membre du Conseil de fondation de l'OSR ; présidence dès 1982
- 1991-2004 : directeur adjoint ; responsable de la culture générale au CEPTA.

- Retraité de la vie professionnelle depuis 2004, mais pas inactif pour autant !

- Cycliste convaincu, membre fondateur de l'Association pour les pistes cyclables (ASPIC) ; quoique détenteur d'un permis de conduire, se déplace à vélo par tous les temps, et désormais muni d'un casque.

- Écologie : membre fondateur en 1964 à Genève de l'Institut de la Vie, devenu par la suite Société pour la protection du milieu vital

- Tiers-Monde : partisan d'une aide généreuse et responsable en faveur du développement durable dans les pays les plus démunis

- Culture : choriste amateur et grand consommateur de musique classique ; lecteur boulimique de livres en tout genre, BD comprises

- Éducation : croit avec Victor Hugo «qu'ouvrir une école, c'est fermer une prison» ; est donc partisan d'une éducation obligatoire, ambitieuse et exigeante pour tou-te-s

Engagements associatifs :

- comme juriste-conseil depuis 1972 auprès de l'Association genevoise des infirmières (ASI)
- comme conseiller à la paroisse protestante de Servette-Vieussieux, engagé notamment dans des actions œcuméniques de quartier en faveur des réfugiés et des groupes d'entraide.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Pour être candidat à un poste politique, l'intéressé devrait idéalement remplir trois conditions simultanées : des connaissances théoriques, une pratique professionnelle dans le domaine concerné, jointes à des convictions éthiques et politiques éprouvées.

Connaissances théoriques

Juriste de formation, j'ai toujours été attiré par le droit public, en particulier par les droits fondamentaux et le secteur des libertés publiques. Avouons que la révision totale d'une Constitution, c'est l'opportunité dont a rêvé tout juriste. Mais ce plaisir intellectuel ne saurait justifier, à lui seul, une candidature à une telle fonction.

Pratique professionnelle

Enseignant par vocation, c'est la culture générale que j'ai choisi de donner aux apprentis genevois. Or, il m'est vite apparu que le «civisme» (nous dirions aujourd'hui les pratiques citoyennes) était ma branche de prédilection, peut-être à cause de la résistance que les élèves opposaient à cette discipline qui les interpellait si fortement.

Pratique politique

Je pouvais aussi illustrer mes cours à l'aide d'exemples vécus : j'ai, en effet, eu le privilège de siéger 4 législatures consécutives au Conseil municipal de la Ville de Genève (CMVG) dans les années 80. Irremplaçable apprentissage à défendre nos valeurs et promouvoir nos idéaux! C'est là que j'ai compris l'art nécessaire des alliances ponctuelles pour faire aboutir nos projets.

J'y ai également appris à respecter les convictions de nos adversaires, conditions sine qua non pour le succès de nos propres actions.

Convictions personnelles

Depuis mon adhésion au PS, jamais je n'ai douté des valeurs fondamentales de notre mouvement – même s'il a pu m'arriver de diverger d'opinion sur la tactique utilisée. Quant aux thèses et lignes de force sur lesquelles s'engageront les Socialistes dans la Constituante, elles sont clairement consignées dans notre «Feuille de route» : j'y souscris sans réserve.

En tant que protestant impliqué dans la vie de mon Eglise, j'ai découvert dans ma paroisse un lieu privilégié où se pratiquent aussi – et de façon œcuménique – les valeurs d'entraide et de solidarité. C'est pourquoi j'y assume des responsabilités.

Ce qui nous attend réellement:

Certes, il sera exaltant de nous battre selon notre programme sur notre terrain de prédilection (celui des droits fondamentaux et sociaux, des droits démocratiques et de l'action redistributive de l'Etat) pour y conquérir du nouveau; mais pour nous Socialistes, je vois l'essentiel de notre effort pour confirmer – sous une formulation éventuellement renouvelée – toutes les valeurs formant le noyau actif de notre tradition : justice, égalité, solidarité.

Or, ces trois valeurs sont aujourd'hui ouvertement contestées (c'est une nouveauté) sous prétexte d'évolution et d'adaptation ; et ce discours réactionnaire ne manquera pas de défenseurs à la Constituante, regroupés sous les oripeaux du progrès et de la modernité.

Il nous faudra donc résister aux discours pessimistes et pseudo-modernistes qui visent à nous habituer au pire et nous désarmer devant l'inacceptable.

Laurent Extermann

M. Maurice GARDIOL

maurice.gardiol@ps-ge.ch

Age: 62 ans**Commune:** Plan-les-Ouates**Profession:** Travailleur social consultant, diacre Eglise Protestante de Genève (1978-2007)**Engagements:** Président de Camarada et du Foyer carougeois
Membres de diverses associations sociales et culturelles**«En un mot»:** Accueillir, écouter et rencontrer pour vivre de nouvelles solidarités**Biographie**

Après une maturité commerciale et un diplôme en service social (1970), j'ai été engagé par les Centres sociaux protestants (CSP) de Suisse romande pour créer leurs secteurs réfugiés.

J'ai ensuite exercé un ministère diaconal au sein de l'Eglise protestante de Genève (EPG). J'ai été engagé dans la création de l'Aumônerie œcuménique auprès des requérants d'asile (AGORA). J'ai aussi exercé mon ministère dans diverses paroisses, en dernier lieu au Lignon, ce qui m'a permis de m'impliquer activement dans le projet de Contrat de Quartier d'Aïre-Le Lignon initié par la commune de Vernier.

De 1998 à 2001 j'ai été modérateur de la Compagnie des pasteurs et des diacres de l'EPG. Ayant mis un terme à mon ministère diaconal il y a quelques mois, je travaille actuellement de manière indépendante sur mandat.

Dans mes engagements bénévoles, j'ai été membre pendant plus de vingt ans du Comité du CSP-Genève et j'ai participé à la création de CAMARADA (centre de rencontres et de formations pour femmes migrantes et leurs enfants).

J'ai aussi participé au Comité de l'Association des parents d'élèves de mon quartier ainsi qu'à plusieurs projets socio-culturels. Je préside le Conseil d'administration d'un petit atelier «imprimerie-édition» dans la région lausannoise.

Formations continues dans le domaine psycho-social et Certificat en politique sociale de l'Université de Genève.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

La tentation du repli sur soi, le peu de reconnaissance pour les familles, le retour des «faiseurs de Suisses» minent peu à peu les valeurs qui font la grandeur de notre République et Canton : une cité ouverte, œuvrant pour la paix et la justice. Des valeurs que nous devons commencer à appliquer à nous-mêmes si nous voulons les promouvoir plus loin. Il est fondamental de développer intelligemment les droits démocratiques, de garantir la liberté et l'indépendance de la presse, de supprimer les discriminations afin de promouvoir l'intégration des différentes générations, des diverses populations suisses et étrangères.

Ma longue expérience de la vie associative me fait constater que les relations entre l'Etat et les autres partenaires qui animent dans notre canton la vie sociale, culturelle et spirituelle, ont tendance à devenir difficiles.

De plus en plus de membres de comités d'associations croulent sous des contraintes administratives et juridiques dispendieuses en temps, en énergie et en ressources financières.

En redéfinissant la mission de l'Etat, il convient de préciser le cadre d'un partenariat actif et constructif avec les associations qui, dans divers domaines, jouent un rôle essentiel et complémentaire à l'action des services publics.

Vu mon parcours personnel et professionnel, je précise que je défends pleinement la laïcité. Seule une neutralité de l'Etat peut garantir la

diversité des croyances et des convictions. Elle doit permettre une réflexion sereine sur la manière de mieux connaître à la fois nos propres racines et la réalité multi-culturelle qui est la nôtre aujourd'hui.

En conclusion, une Constitution rénovée et plus lisible devrait mettre en évidence :

- un respect des droits et des devoirs aptes à favoriser notre «vivre ensemble» dans la dignité ;
- une consolidation des solidarités intergénérationnelles ;
- une justice équitable pour tous et la lutte contre toutes les formes d'exclusion et de précarisation ;
- un développement économique et social respectueux de notre propre environnement et apte à réduire les inégalités entre le Nord et le Sud.

«Nous devons apprendre à vivre tous ensemble comme des êtres humains, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots.»
(Martin Luther King)

Maurice Gardiol

Candidat-e-s socialistes

M. Christophe GOLAY

christophe.golay@ps-ge.ch

Age: 32 ans

Commune: Genève

Profession: Chercheur, Académie des droits humains

Engagements: Pour les droits sociaux et leur justiciabilité à travers des activités aux Nations Unies et avec de nombreuses associations genevoises.

«En un mot»: Justice sociale



Biographie

Je travaille pour la protection et la promotion des droits sociaux depuis de nombreuses années.

Coordinateur de l'Unité de recherche sur le droit à l'alimentation, créée à Genève en 2001 pour appuyer le mandat du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, j'ai eu l'occasion de visiter de nombreux pays (Brésil, Guatemala, Bolivie, Haïti, Cuba, Palestine, Niger, Ethiopie, Inde, Bangladesh) pour y promouvoir une approche de la lutte contre la faim, l'exclusion et la discrimination, basée sur la dignité humaine et les droits humains.

Au cours de ces 7 ans, j'ai eu l'occasion de conseiller de nombreux Etats qui ont révisé partiellement ou totalement leur Constitution, comme la Bolivie ou le Brésil. J'ai également participé à plusieurs négociations aux Nations Unies visant à améliorer la justiciabilité des droits sociaux.

En parallèle, j'ai donné des cours sur les droits économiques, sociaux et culturels à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), devenu en 2008 l'IHEID.

Je termine une thèse de doctorat en droit international – à l'IHEID – sur le droit à l'alimentation et l'accès à la justice, et j'ai intégré l'Académie des droits humains en juillet 2008.

Avec le monde associatif genevois, j'ai eu l'occasion de travailler sur la promotion de plusieurs autres droits sociaux, y compris le droit au logement – sur lequel j'ai rédigé une publication avec le CETIM – et le droit à l'eau.

Membre actif de plusieurs associations, dont ACME-Suisse, je suis un défenseur convaincu de la gestion publique de l'eau, de l'éducation et d'un système de santé qui garantisse l'accès aux soins pour tous.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

C'est avec un grand plaisir que j'ai appris que le Parti socialiste genevois avait retenu l'inscription des droits fondamentaux et sociaux et le développement de leur justiciabilité dans la nouvelle Constitution, comme thème prioritaire en vue de l'élection de la Constituante du 19 octobre 2008.

Quand j'ai appris qu'il ouvrait sa liste aux non-membres, j'ai saisi l'occasion et je suis très heureux que ma candidature ait été retenue pour figurer sur la liste du Parti socialiste pour l'élection du 19 octobre.

Je crois fermement dans les valeurs d'égalité, de solidarité et de liberté réelle pour tous. Or pour que ces valeurs soient incarnées dans la nouvelle Constitution genevoise, il est essentiel que tous les droits humains, y compris les droits sociaux, y soient consacrés et que le principe de l'accès à la justice pour tous, y compris les plus vulnérables, soit garanti.

Si j'étais élu le 19 octobre, je défendrai fermement ces valeurs et ces droits au sein de l'Assemblée constituante.

Je suis profondément convaincu que les causes profondes de l'exclusion à Genève ne peuvent être combattues que par la reconnaissance d'une citoyenneté réelle, d'une inclusion proclamée possible, et que cela ne peut se traduire que par l'inscription des droits sociaux et de leur justiciabilité dans la nouvelle Constitution.

Christophe Golay

M. Pascal HOLENWEG*pascal.holenweg@ps-ge.ch***Age:** 56 ans**Commune:** Genève**Profession:** Politologue**Engagements:** Multiples, notamment sur les terrains culturels, et de la solidarité internationale**«En un mot»:** Libre**Biographie**

Pascal Holenweg

Né en 1952

Pour en savoir plus, mais pas trop tout de même :

<http://holenweg.blogspot.com/>

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Réformer les institutions, et pour cela changer la Constitution : ce projet est le mien non par modernisme (peu me chaut que la Constitution genevoise soit vieille de 1847) mais par volonté de concrétiser, dans l'architecture institutionnelle, un projet politique socialiste.

La révision de la Constitution ne suffit évidemment pas à cette concrétisation. Toutefois, elle en est peut-être l'un des moyens, mais dans la seule mesure où elle énoncerait de nouveaux droits, étendrait ceux déjà conquis d'anciens, et donnerait aux collectivités publiques les moyens de les concrétiser tous.

De ce point de vue, que les institutions genevoises soient ou non en crise m'importe peu (quelque gravité qu'atteigne cette crise, je doute – et regrette – qu'elle soit telle qu'elle remette en cause ces institutions) ; ce qui m'importe, en revanche, est l'usage que l'on peut faire de cette crise, ou de la crainte que crise il puisse y avoir, pour changer les institutions – et les changer non pour les mettre dans un «air du temps» que je ne respire qu'avec quelque répugnance, faute de pouvoir vivre en apnée historique : de les changer pour en faire autre chose que ce qu'elles sont.

Nous avons à défendre un projet de change-

ment, d'un changement réel, profond, atteignant les fondements des institutions politiques, en étendant aussi loin qu'il est possible le champ des droits et des libertés opposables aux pouvoirs – y compris ceux que nous exerçons ou auxquels nous participons nous-mêmes.

Une Constitution qui n'étendrait pas les droits démocratiques et sociaux ne mériterait pas notre soutien, une Constitution qui les réduirait devrait affronter notre opposition.

Je ne suis donc pas candidat à œuvrer dans un salon de toilettage de la Constitution comme il en est pour chiens.

Je suis candidat à prendre part à un débat d'idées et à une confrontation de projets (même, ou surtout, si cette confrontation est conflictuelle) dans le seul lieu institutionnel ou peut se réécrire un contrat social – sachant qu'un tel contrat ne se passe pas entre les citoyens et les institutions mais seulement entre les citoyen-ne-s, les institutions n'étant pas partie au contrat puisque créées par lui.

Et donc par lui changées.

Pascal Holenweg
<http://holenweg.blogspot.com/>

Candidat-e-s socialistes

Mme Anne-Laure HUBER

anne-laure.huber@ps-ge.ch

Age: 30 ans

Commune: Genève

Profession: Avocate

Engagements: Membre du Parti socialiste genevois (PSG) depuis 1996, présidente de la commission judiciaire du PSG, membre du comité de l'Association des juristes progressistes (AJP) et Présidente de 2005 à 2008, membre de la commission administrative de la Fondation officielle de la jeunesse

«En un mot»: Dynamique et intègre



Biographie

Née à Genève il y a trente ans, j'y ai suivi toutes mes études, de l'école enfantine à la faculté de droit.

Après la licence, j'ai effectué mon stage d'avocate dans une petite étude engagée, tenant également une permanence juridique.

Ce contact direct et quotidien avec la clientèle, avec des parcours de vie parfois dramatiques, parfois remarquables mais toujours enrichissants, m'a donné envie de continuer dans cette voie et de rester au barreau après l'obtention de mon brevet.

J'ai donc travaillé comme collaboratrice durant trois ans, avant de me lancer dans l'aventure d'une installation comme avocate indépendante, avec deux associés, dès le 1er janvier 2008.

Après avoir été juge assesseur à la Commission de recours de police des étrangers de 2004 à 2007, je suis actuellement juge suppléante au Tribunal de première Instance.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Membre du Parti socialiste genevois depuis douze ans, anciennement élue au Comité directeur et actuellement présidente de la commission judiciaire, j'ai toujours pensé que je ne me présenterai jamais à un mandat électif.

Le projet de Constituante m'a fait réviser ce jugement.

Ce défi là, je souhaite le relever, afin de pouvoir participer à ce grand chantier, cette opportunité unique de repenser notre République et de travailler à ce qui doit être non seulement le toilettage d'un texte très ancien, mais également la mise noir sur blanc de valeurs auxquelles je tiens.

Mes engagements professionnels et associatifs me permettent de constater au quotidien à quel point l'inégalité des chances est toujours une réalité dans notre société, notamment en ce qui concerne les femmes, et combien il est important que l'Etat veille à y remédier autant que possible.

Chacun ne naît pas avec les mêmes opportunités, mais l'égalité des droits doit être garantie, dans l'intérêt de chacune et chacun d'entre nous.

Réécrire intégralement la Constitution, c'est se donner les moyens de ne plus voir la loi que comme un outil de travail pour les professionnels du droit, mais comme un réel instrument de progrès et de justice sociale.

Au delà des constats que je peux faire tous les jours, je reste profondément optimiste et convaincue que la société privilégiée dans laquelle nous avons la chance de vivre peut encore se remettre en question et ne doit jamais cesser d'avancer.

C'est dans ce but que je souhaite m'engager dans cette aventure, et mettre au service de la Constituante mes quelques compétences, une grande énergie et beaucoup d'enthousiasme.

Anne-Laure Huber

M. Ninian HUBERT VAN BLYENBURGH*ninian.hubert@ps-ge.ch***Age:** 51 ans**Commune:** Grand-Saconnex**Profession:** Anthropologue, créateur et rénovateur de musées, pédagogue et chroniqueur**Engagements:** Communication et vulgarisation des sciences humaines et de la nature sous de multiples formes comme des expositions, des enseignements, des cafés scientifiques ou des manifestations comme «La Nuit de la science» que j'ai créée.**«En un mot»:** Humanisme**Pourquoi je m'engage dans la Constituante**

La Constituante

Marié, père de quatre enfants, je suis Docteur en anthropologie et en sciences de l'éducation.

J'œuvre depuis de nombreuses années dans le domaine des musées et dans celui de la mise en culture des sciences humaines et de la nature.

Concepteur à Paris d'expositions à succès comme «Tous parents, tous différents» et à Genève de «Nous autres» je suis également le créateur de «La nuit de la science». Je suis spécialisé dans les questions d'éducation formelle et informelle que ce soit celui du grand public ou du public scolaire.

Curieux d'histoire et philosophie des sciences et de l'anthropologie, je suis spécialement intéressé par l'affranchissement progressif de la pensée des dogmes déterministes, qu'ils soient religieux, idéologiques ou naturalistes.

J'ai dirigé le Musée de la main à Lausanne et, successivement, le Musée d'histoire des sciences et le Musée d'ethnographie à Genève. Je suis l'auteur de nombreux articles scientifiques et je collabore régulièrement à différents journaux grand public.

Je suis actuellement conservateur au Conservatoire et Jardin Botanique à la Ville de Genève et j'assure des enseignements à l'Université de Genève et à l'Université de Neuchâtel.

La montée en puissance des radicalismes, qu'ils soient religieux, politiques ou économiques, m'inquiète.

Les valeurs humanistes qui fondent nos démocraties sont contestées, parfois violemment. Il est donc plus que jamais nécessaire de les réaffirmer avec vigueur.

Seules les démocraties fortes et sûres d'elles sont capables de résister aux idéologies sectaires et réductionnistes.

L'exemple est contagieux, dans un sens comme dans l'autre. En défendant fermement les principes et les valeurs qui les fondent, les démocraties modernes peuvent influencer le cours de l'histoire.

Education gratuite et de qualité pour toutes et tous, droit à des conditions de vie décentes, système de santé efficace et juste ainsi que respect de la liberté d'expression et de pensée sont des droits minimaux qu'un Etat moderne doit garantir à ses citoyen-ne-s. Genève est un Etat riche et dispose largement des moyens nécessaires pour faire vivre cet idéal de société.

Cependant, les querelles partisans, des problèmes de gouvernance, l'affadissement de l'idéal de service public ont brouillé les missions de l'Etat et en ont galvaudé les moyens.

Il est urgent de développer au sein des administrations publiques une culture de la créativité, de la collaboration et de la responsabilisation,

autrement dit une culture de l'excellence.

Le développement de cette culture est la seule réponse possible à la bureaucratisation, un phénomène auquel on assiste trop souvent lorsque des dysfonctionnements sont constatés.

L'élaboration d'une nouvelle Constitution est une occasion unique pour réaffirmer les principes au nom desquels l'Etat doit fonctionner et de lui donner une nouvelle vigueur.

Mes connaissances en anthropologie aussi bien biologiques que culturelles, mon expérience des administrations publiques, ma connaissance du monde de l'éducation et de la culture seront particulièrement utiles lorsqu'il s'agira de définir les principes fondamentaux sur lesquels tout contrat social d'une démocratie repose, à savoir des principes humanistes.

Ninian Hubert van Blyenburgh

Candidat-e-s socialistes

M. Stefan KRISTENSEN

stefan.kristensen@ps-ge.ch

Age: 33 ans

Commune: Genève

Profession: Philosophe, éditeur, activiste culturel

Mandats politiques: pas encore

Engagements: cf. la rubrique biographique

«En un mot»: «Tout ce qui se présente à nous, dans le monde social-historique, est indissociablement tissé au symbolique» (C. Castoriadis)



Biographie

Le cours de ma vie

Né en 1975 au Danemark où j'ai passé le premier tiers de ma vie, j'ai étudié la philosophie et la littérature allemande à Genève et à Berlin.

J'ai ensuite été assistant au Département de philosophie de notre Université, période conclue par la soutenance d'une thèse en juin 2007 sur la perception et la parole chez Maurice Merleau-Ponty. Je suis actuellement engagé dans un projet de recherche sur la philosophie du corps et de la subjectivité.

Par ailleurs, je suis éditeur, et je mène une action de coopération dans le domaine de la création contemporaine en Arménie et en Suisse, avec l'association Utopiana. Dans ce cadre, je suis l'auteur, avec Anna Barseghian, d'un travail documentaire sur les territoires de la diaspora, «Arménographie».

Au plan associatif, j'ai cofondé la Permanence Service Civil en 1996, j'ai été coprésident de l'Union nationale des étudiant-e-s de Suisse (UNES) en 1998-99, j'ai été membre du Comité de l'Association Suisse-Arménie (1999-2003) et je suis actuellement engagé dans la Communauté arménienne à Genève.

Je suis membre du PSG depuis janvier 1995 et depuis l'an dernier membre du Comité de la section Ville.

Enfin, je suis marié et j'ai deux enfants âgés de 8 et 4 ans.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

La réflexion philosophique et l'action politique sont intimement liées. Les «valeurs» politiques, les modes d'organisation sociale, les institutions, tout cela est sous-tendu par des conceptions philosophiques.

La feuille de route votée par les Socialistes le 29 mai dernier est une synthèse des enjeux auxquels font face les forces progressistes, et je suis heureux de promouvoir ces ambitions avec les 40 candidats du PSG.

Parmi mes motivations, je veux évoquer spécialement le nécessaire ancrage dans la Constitution de l'action culturelle de l'Etat, en particulier pour soutenir la création et la culture dite «alternative».

Par ailleurs, il me semble que l'expérience collective spécifique à Genève depuis la Réforme mérite une formulation constitutionnelle.

Cette expérience consiste dans la vie d'une société dès l'origine consciente de sa diversité et qui relativise l'appartenance à son terroir. L'Assemblée constituante devrait à mon sens trouver

une expression pour cela qui est le propre de notre collectivité, au-delà des poncifs sur l'intégration et la «Genève internationale».

Ce caractère spécifique à Genève prescrit des principes précis pour toute une série de domaines.

Cela concerne notamment la coopération au développement, la formation supérieure et l'enseignement en général, l'épanouissement des associations de la société civile, ainsi que la stimulation et la promotion de la diversité des expériences culturelles.

Plus généralement, l'institution de l'Assemblée constituante est l'occasion de susciter un intérêt renouvelé pour l'action collective et permettre d'impliquer dans le champ politique des personnes qui ne s'y reconnaissent pas.

Si la campagne socialiste peut contribuer à cela, ce serait déjà une belle réussite.

Stefan Kristensen

M. David LCHAT*david.lachat@ps-ge.ch***Age:** 59 ans**Commune:** Genève**Profession:** Avocat**Engagements:** Membre du PS depuis 1981. Ancien député au Grand Conseil. A siégé dans de nombreuses institutions cantonales ou fédérales. Aujourd'hui, membre de la Commission d'évaluation des politiques publiques**«En un mot»:** Humaniste et indépendant**Biographie**

Associé dans une étude d'avocats, spécialisé en droit de l'immobilier, de l'aménagement du territoire et en droit administratif et constitutionnel.

Auteur de nombreux ouvrages et contributions dans le domaine du bail à loyer, de la protection des locataires et du logement.

A siégé à répétitions reprises dans des commissions fédérales chargées entre autres des réformes du droit du bail.

Ancien (entre autres) :

- Avocat à l'ASLOCA et Secrétaire du Rassemblement pour une politique sociale du logement.

- Député au Grand Conseil.

- Juge suppléant au Tribunal de première instance et assesseur à la Chambre d'appel des baux et loyers ; juge à la Commission fédérale de recours des maisons de jeu.

- Responsable durant des années de la Commission judiciaire du Parti Socialiste genevois.

- Président de la Fondation Cité Nouvelle (logement social).

- Membre du Comité de la Banque Cantonale de Genève (1999/2000) ayant à ce titre participé aux décisions nécessaires à son assainissement; membre ensuite du Conseil de la Fondation de valorisation des actifs de la BCGe

Marié à une avocate.

Père de deux enfants majeurs et responsables.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Ayant été privilégié quant aux études que j'ai pu suivre et quant à la profession que j'ai exercée, je considère juste et équitable de donner de mon temps à la chose publique.

Avec la Constituante, voilà une nouvelle occasion qui se présente !

Mes bonnes connaissances des institutions genevoises, cantonales et communales, et des rapports entre notre canton et la Confédération me font penser que je pourrais être utile à la Constituante.

Ayant du goût pour la rédaction des textes juridiques, je prêterais volontiers ma plume aux Constituant(e)s.

Plus particulièrement, j'aimerais intervenir dans les domaines :

- de la justice et l'organisation judiciaire, ainsi que la sauvegarde des libertés individuelles dans ce domaine.

- des relations entre le canton et les commu-

nes; elles doivent complètement être repensées ; les communes doivent être restructurées et leurs tâches redéfinies pour éviter notamment les doublons.

- du logement, l'aménagement du territoire, l'urbanisme et les relations transfrontalières.

- de l'organisation de l'Etat.

Pour moi la Constituante serait l'occasion de faire de la politique autrement que sous un angle partisan étroit. Je n'entends pas me laisser enfermer dans le carcan de certains dogmes. Je prône en effet un dialogue ouvert et libre, exempt de tous *a priori* doctrinaires.

Une bonne Constitution, moderne et innovatrice ne naîtra que de la négociation, de l'écoute des citoyennes et des citoyens et d'un certain nombre de bons compromis.

Je prétends être un homme de dialogue rompu à la négociation et au consensus.

David Lachat

Candidat-e-s socialistes

Mme Marie-Christine MAIER

marie-christine.maier@ps-ge.ch

Age: 33 ans

Commune: Genève

Profession: Juriste

Engagements: Pour le maintien et l'amélioration des droits acquis en matière d'éducation et pour un renforcement de la promotion de l'égalité.

«En un mot»: Volontaire et enthousiaste



Biographie

J'ai effectué l'ensemble de mes études à Genève.

Durant cette période, et plus particulièrement pendant mes études au sein de la faculté de droit, plusieurs stages – notamment auprès d'une association professionnelle (association des médecins du Canton de Genève) et d'une entreprise privée (consulting) – sont venus compléter ma formation académique.

Après l'obtention de ma licence en droit en 2000,

j'ai décidé de parfaire ma formation juridique en m'inscrivant au barreau de Genève.

Après une activité d'avocate stagiaire pendant deux ans auprès d'une étude de la place, j'ai obtenu mon brevet d'avocate en 2002.

Je me suis alors tournée vers l'administration cantonale – rectorat de l'Université – au sein de laquelle je travaille depuis plus de cinq ans.

Dans ce cadre, j'ai eu l'opportunité de participer à plusieurs projets législatifs, et en particulier au projet actuel de la nouvelle Loi sur l'université.

Par ailleurs, en parallèle à mes activités professionnelles au barreau et auprès du rectorat de l'Université, j'ai également enseigné le droit au collège de Genève pendant deux ans.

A partir du mois d'août 2008, je rejoindrai la direction des ressources humaines du Département de l'instruction publique, auprès de laquelle j'exercerai la fonction de conseillère juridique.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

N'ayant jamais été membre d'un parti politique, j'ai toutefois depuis longtemps eu un grand intérêt pour la vie publique et le fonctionnement des institutions.

Très désireuse de voir conserver et espérant pouvoir renforcer les principes de justice sociale et d'équité chers au Parti socialiste, j'ai été très sensible au choix de ce dernier d'ouvrir sa liste à des candidatures externes et

je suis très motivée de pouvoir, aux côtés de membres de ce Parti, contribuer à réécrire la Constitution, texte fondamental de tout Etat.

Les enjeux de la révision totale de la Constitution genevoise sont particulièrement importants, notre canton devant faire face à de nombreux défis tant sur le plan local que sur le plan international.

En effet, notre Canton, terre d'accueil de nombreuses nationalités, cultures et confessions différentes, se doit d'avoir une politique socia-

le forte et de préserver son esprit d'ouverture sur le monde.

Par mon engagement au sein de la Constituante, j'espère ainsi pouvoir défendre des thèmes qui me sont chers, tels l'affirmation claire des droits démocratiques et de la transparence des institutions, la défense de la gratuité de l'instruction publique et de la parité des genres, ou encore la préservation de la solidarité internationale.

Marie-Christine Maier

Mme Sophie MALKA FORSTER*sophie.malka@ps-ge.ch***Age:** 38 ans**Commune:** Genève**Profession:** Journaliste, coordinatrice de Vivre ensemble (association romande de défense du droit d'asile)**Engagements:** Comité de la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie, syndiquée Comedia, membre de l'ATE, de la CoDHA, d'Amnesty International.**«En un mot»:** Curieuse, intègre, rigoureuse, déteste l'injustice.**Biographie**

Après mes études à l'Institut universitaire des Hautes études internationales, six mois de stage à la représentation d'Amnesty International auprès de l'ONU et huit mois à la découverte de l'Asie, j'ai embrassé la profession de journaliste.

Au Courrier, j'ai été responsable des dossiers «santé», «migrations» et «aménagement du territoire» (1998-2002).

Cette expérience m'a conduite à co-rédiger un livre sur l'Affaire Rylander et à enquêter sur les manipulations de la science par l'industrie du tabac.

Assistante parlementaire de Carlo Sommaruga, (conseiller national PS, secr. gén. de l'ASLOCA romande, 2004-2006); j'ai goûté de plus près à la politique fédérale et j'ai participé à l'organisation du Forum alternatif mondial de l'eau, avant de rejoindre le Service de presse de l'Université de Genève comme rédactrice web.

Dès le 1er août 2008, je serai la coordinatrice de l'association Vivre ensemble, centre de documentation romand sur le droit d'asile, qui publie une revue du même nom.

Membre de nombreuses associations (Amnesty, ATE, Codha), syndiquée Comedia, je suis active au sein du comité de la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie.

Née à Genève, d'une famille juive marocaine, j'ai été naturalisée suisse à l'âge de 12 ans. J'ai effectué toute ma scolarité à Genève.

Mariée, j'ai deux filles nées en 2003 et 2005.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

J'ai souvent flirté avec la politique. Mon activité de journaliste n'avait de sens que si ma plume contribuait à bâtir un monde plus juste, à dénoncer des inégalités et des abus de pouvoir : avec rigueur et intégrité, sans manichéisme ni complaisance, en essayant au maximum de rendre par les mots la complexité du monde. J'avais conscience que détenir ce pouvoir des mots - force essentielle dans le fonctionnement d'une démocratie - constituait en soi une grande responsabilité.

De l'autre côté du miroir

D'observatrice engagée, je voudrais aujourd'hui devenir actrice engagée. Changer les choses depuis l'intérieur. Repenser et rédiger une nouvelle Charte fondamentale est l'occasion pour moi de le faire.

C'est sur notre Constitution que reposent les fondements de notre démocratie, de notre Etat de droit. C'est elle qui doit garantir à chacun la place qu'il mérite.

Comme tout le monde, je suis héritière de valeurs. J'ai grandi dans un milieu communautaire, et je me suis construite sur les valeurs laïques et républicaines de l'école publique. J'en ai conçu un fort attachement à la liberté, mais aussi à la solidarité.

Si je ne suis pas membre du PS, je me retrouve dans sa feuille de route. Ainsi que dans l'idée, déroutante mais enthousiasmante, que tout, dans l'écriture de cette nouvelle Constitution, est à imaginer, à défendre, à construire.

Justice et transparence

Je veux notamment m'engager pour l'égalité des chances, pour que les droits fondamentaux de tous les individus qui résident dans notre canton, sans discrimination, soient garantis et justiciables.

Pour que ceux qui vivent et travaillent depuis des années à Genève puissent décider de leur avenir, par le vote et l'élection. Je veux m'engager pour garantir à tout-e-s le droit d'informer et d'être informés, sur le présent comme sur le passé.

Cela suppose garantir aux journalistes le droit au secret des sources, le droit d'accès aux données sensibles d'intérêt public, aux chercheurs la liberté de la recherche scientifique, contrebalancée par la protection de la sphère privée.

Contribuer à l'écriture d'une nouvelle Constitution pour Genève représente pour moi une occasion historique de renouveler la vie politique de notre canton. Je serais honorée de recevoir votre confiance pour remplir cette délicate, mais ambitieuse mission.

Sophie Malka Forster

Candidat-e-s socialistes

M. Cyril MIZRAHI

cyril.mizrahi@ps-ge.ch

Age: 29 ans

Commune: Lancy

Profession: Titulaire du brevet d'avocat,
Secrétaire romand AGILE Entraide Suisse Handicap

Mandats politiques: Conseiller municipal à Lancy, vice-président du Parti socialiste genevois, ancien porte-parole de la Jeunesse Socialiste Suisse

Engagements: Coprésident Conseil Egalité Handicap, comité de *Pages de gauche*; syndiqué SSP; membre d'Amnesty International, LOCA, ATE, FRC, Pages de gauche, « Rives publiques »

«**En un mot**»: Une autre Constitution est possible !



Biographie

Binational franco-suisse naturalisé à 16 ans, je suis né à Genève où j'ai effectué toutes mes études. Ma licence de droit en poche, mes engagements associatifs me conduisent tout droit à la Fédération des associations d'étudiant-e-s de l'Université de Lausanne, dont je deviens le secrétaire général. Après un stage au Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées tout juste créé, j'effectue mon stage d'avocat.

Depuis octobre 2006, je suis secrétaire romand d'AGILE Entraide Suisse Handicap, l'organisation faîtière de l'entraide des personnes handicapées.

Après un engagement conséquent dans la campagne contre la 5e révision de l'AI, je consacre une partie de mon temps à la préparation du brevet d'avocat, que je viens d'obtenir.

Passionné de droit public et constitutionnel, je suis membre des commissions de recours en matière d'impôt cantonal et communal et de police des étrangers, et juge assesseur local au Tribunal des baux et loyers.

La mondialisation néolibérale et ses conséquences dramatiques, ainsi que les dérives d'une partie de la social-démocratie, m'incitent à m'engager, au sein du PS (depuis 1998) mais aussi des mouvements altermondialistes, pour

un socialisme démocratique fidèle à l'idéal de dépassement du capitalisme, le socialisme de Jaurès, Blum, Allende, Palme.

Au sein du Conseil municipal de Lancy, ville où je vis avec ma compagne depuis 2006, je fais l'expérience d'une politique qui ne se limite pas à un affrontement gauche-droite, où il est possible de faire avancer nos idées même sans majorité automatique.

Malvoyant de naissance, je m'engage en outre depuis plus de dix ans au sein des organisations de personnes handicapées, pour l'intégration, l'égalité et la sécurité sociale, que ce soit en organisant des activités de loisirs ou sur le plan de la mobilisation et du travail politique.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Ni le Grand Soir, ni une braderie des acquis de décennies de luttes.

J'en suis convaincu : la Constituante peut être l'occasion de faire de la politique autrement, de sortir de l'impasse actuelle, dans laquelle nous nous retrouvons souvent en porte-à-faux avec une majorité gouvernementale rose-verte

virtuelle, qui applique la politique dictée par une majorité parlementaire bourgeoise bien réelle.

L'expérience menée dans de nombreux cantons prouve que des majorités sont possibles pour présenter à la population un texte progressiste.

Cette majorité, nous devons en être le moteur, afin que les missions de service public, de protection sociale et de redistribution trouvent dans notre future Constitution la place qui leur revient.

La Constituante, ce sera aussi pour nous une occasion unique de proposer une autre vision de société, socialiste et démocratique.

Une Constitution qui garantirait à chacun-e un revenu de base, l'accès à la formation, à l'emploi, aux soins, au logement, à la justice, à la citoyenneté, notamment pour les personnes handicapées.

Une Constitution qui supprimerait la concurrence fiscale entre les communes, pour leur permettre d'assurer un véritable service public de proximité.

Cyril Mizrahi

M. Melik ÖZDEN*melik.ozden@ps-ge.ch***Age:** 45 ans**Commune:** Confignon**Profession:** Directeur du Programme Droits Humains du Centre Europe-Tiers Monde (CETIM)**Engagements:** Engagé depuis 25 ans dans le milieu associatif au niveau local, national et international ; membre fondateur de la Maison des associations.**«En un mot»:** Pour la Genève pluriculturelle : inclusion sociale pour toutes et pour tous**Pourquoi je m'engage dans la Constituante****Parcours de vie et objectifs pour la Constituante**

J'ai travaillé dans des domaines très variés (travailleur d'usine, enseignant, traducteur, chercheur, etc.) avant de prendre la direction du Programme des droits humains du CETIM en 1998 et de sa représentation auprès de l'ONU ; tout cela m'a permis d'avoir une expérience riche.

Depuis 1983, je participe activement à la vie de la Cité par mon engagement au sein du milieu associatif (Ligue Suisse des droits de l'homme, Association pour la prévention de la torture, COTMEC, Fondation pour l'expression associative, TRIAL, Multiwatch...) et au sein de nombreux comités de soutien aux dif-

férents peuples à travers le monde, et depuis 1992, au sein du Parti socialiste genevois.

Dans ce cadre, je milite pour des relations pacifiques, respectueuses et solidaires entre les pays ; le respect et la promotion des droits humains, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels (droits à l'alimentation, au logement, à l'éducation, etc.) ; la justice sociale et pour un développement harmonieux et durable.

J'estime que l'engagement citoyen est la base de toute action si l'on veut avoir prise sur son avenir. La Constituante devra élaborer un outil de base pour nos institutions qui soit adapté à notre époque.

C'est un grand défi de laisser aux générations futures un texte fondamental qui permettra

une organisation plus harmonieuse de la société de demain.

Dans le cadre de la Constituante, je compte m'engager en particulier pour le renforcement des acquis démocratiques et des droits sociaux, pour une meilleure interaction entre les autorités politiques et les citoyens ainsi que pour une meilleure intégration des étrangers.

Melik Özden

Candidat-e-s socialistes

Mme Christiane PERREGAUX

christiane.perregaux@ps-ge.ch

Age: 65 ans

Commune: Genève

Profession: Professeure honoraire, Université de Genève

Engagements: Présidente du Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI), Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, initiatrice du mouvement SOS RACISME en Suisse, Présidente de CREOLE (Ouverture aux Langues à l'École)

«En un mot»: Une Constitution pour une société plurielle égalitaire



Biographie

Mon parcours professionnel m'a amenée à remplir des charges très diverses tant en Suisse qu'à l'étranger : secrétaire d'hôtel, animatrice de jeunesse, monitrice d'alphabétisation, maîtresse d'école enfantine et professeure d'université. Ces expériences m'ont permis de développer une vision large de la société, de son fonctionnement et de ses dysfonctionnements. L'expérience acquise me semble un atout pour m'impliquer dans la Constituante.

Scolarité obligatoire et post-obligatoire à Neuchâtel, école hôtelière à Lausanne. Travail dans plusieurs hôtels avant de devenir animatrice de jeunesse dans le Canton de Neuchâtel. Départ pour Marseille et activité dans le quartier maghrébin de la ville phocéenne - dans une association (CIMADE) qui travaille particulièrement avec les travailleurs immigrés et les réfugiés politiques. Cours d'alphabétisation, création de groupes de femmes d'origines diverses dans les quartiers nord, participation à la vie socio-politique - ayant passé mai 68 dans cette ville.

La vie à Marseille a été le choc qui a favorisé mon implication dans le débat social et politique. Elle m'a également appris que l'on peut juger des valeurs d'une société à la façon dont elle traite les plus faibles et les étrangers notamment.

Arrivée à Genève que je ne connaissais pas en 1973. Après l'expérience de Marseille, j'ai pensé que l'enseignement des jeunes enfants était de première importance. J'ai donc suivi les études pédagogiques pour devenir maîtresse d'école enfantine, métier que j'ai exercé dix ans dans des quartiers populaires comme la Roseraie et à la Maison des Petits, une école genevoise historique dont j'ai découvert le rôle qu'elle avait joué dans les méthodes actives.

A côté de mon enseignement, j'ai poursuivi mes études à l'université, soutenant une thèse de

doctorat sur les effets du bilinguisme sur l'apprentissage de la lecture, pour devenir ensuite professeure en sciences de l'éducation, dans un champ qui rejoint mes préoccupations associatives et politiques : la pluralité des langues et des cultures dans les systèmes éducatifs et plus largement dans la société.

Mariée, mère de deux enfants adultes.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

La révision totale de la Constitution genevoise soulève des enjeux de première importance pour la vie citoyenne du canton. Il m'importe d'y participer. Elle permettra, *in fine*, de doter la République et le Canton de Genève, d'un cadre institutionnel adapté aux nouvelles nécessités de notre société. La feuille de route du Parti socialiste est très proche des exigences de changements que je voudrais voir inscrites dans la Constituante, de par mes activités associatives et professionnelles.

Depuis mon arrivée à Genève, en 1973, je me suis surtout investie dans la vie associative afin de participer à l'élaboration d'une société plurielle et égalitaire. Je citerai ici deux pôles de mon engagement:

- la recherche de la cohésion sociale dans une société aussi diverse du point de vue socioculturel que Genève, en présidant depuis dix ans le Centre de Contact Suisses-Immigrés, initiateur avec d'autres, de plusieurs projets comme le droit à l'éducation, les droits civiques pour les étrangers et la Loi cantonale sur l'intégration notamment ;
- la solidarité internationale, les relations Nord-Sud et le développement durable plus largement, en étant membre du Comité suisse de soutien au peuple sahraoui.

Ma vie professionnelle (maîtresse d'école enfantine à Genève puis professeure en sciences de l'éducation de l'Université de Genève) m'a amenée à initier et à participer à de nombreux projets et recherches promouvant la reconnaissance de la pluralité des ressources des élèves et de leurs familles afin de favoriser la réussite scolaire de tous et la construction d'une appartenance commune, nécessaire à la vie en société.

Ainsi, dans le cadre de la Constituante, je m'impliquerai particulièrement pour affirmer la pluralité de notre société qui nécessite reconnaissance et respect de sa diversité, ouverture et solidarité, égalité de ses citoyennes et citoyens, accueil des nouveaux habitant-e-s et leur participation au tissu social et politique genevois. Je serai également attentive à la dimension éducative telle qu'elle se présente aujourd'hui, à la lutte contre toutes les formes de discrimination, à la reconnaissance et au respect des minorités. A côté de ces points spécifiques, mon attention se portera sur toutes les thématiques qui peuvent favoriser leur réalisation.

Cette Constitution a besoin des apports de toutes et tous. Au cours de son élaboration, il m'importe que le débat citoyen se développe dans toutes les composantes de la société : organisation de forums, de débats, de groupes de travail sur des thèmes particuliers, sollicitation de l'avis des associations suisses et étrangères actives à Genève, sur des problématiques qui leur sont spécifiques, afin que ce nouveau contrat pour Genève soit l'expression d'une concertation qui va au-delà des 80 élu-e-s de la Constituante.

La nouvelle Constitution devra à la fois offrir un cadre institutionnel donnant un nouveau souffle à la société genevoise tout en servant de rempart aux dérives qui rompent avec l'esprit de Genève.

Christiane Perregaux

Mme Sylvie REVERDIN-RAFFESTIN

sylvie.reverdin@ps-ge.ch

Age: 49 ans**Commune:** Chêne-Bougeries**Profession:** Directrice de pro jeunesse Genève**Engagements:** «Œuvrer pour défendre une véritable politique familiale à Genève »**«En un mot»:** Investie et passionnée**Biographie****Expériences professionnelles**

Septembre 2000 – à nos jours
Directrice de pro jeunesse Genève

Mars 1989 – août 2000
Hospice général,
Boutique d'information sociale

Juin 1984 – Février 1989
Hospice général, Service d'accueil

Etudes et diplômes

2007-2008
Management des institutions sociales
Université de Genève (HEC)

1998 – 2000
Formation en systémique
Centre de formation de l'Hospice général

1979 - 1982
Institut d'Etudes Sociales (Genève)
Diplôme d'assistante sociale (1983)

Engagements privés

Membre du comité de Slow Food Genève

Création de l'association des Journées du Cœur :
organisation de fêtes de Noël pour les familles défavorisées.

1993-1999 Membre de la Jeune Chambre économique de Genève.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

J'ai une formation d'assistante sociale que j'ai terminée en 1982. Durant la première année qui a suivi mon diplôme, j'ai choisi d'effectuer un certain nombre de stages qui m'ont permis de mieux déterminer le secteur dans lequel je souhaitais m'orienter. J'ai exercé durant vingt ans cette profession dans des domaines très divers tels que le milieu hospitalier, le troisième âge.

En 1984, j'ai été engagée à l'Hospice général et j'y suis restée durant dix-sept ans. J'ai choisi de travailler au service d'accueil qui recevait la population la plus démunie de notre canton. Par la suite, je me suis beaucoup intéressée à la prévention et j'ai eu la grande chance de pouvoir créer la boutique d'information sociale en 1989.

Cette activité m'a passionnée et m'a permis de connaître parfaitement le réseau social genevois. Cet intérêt ne me quittera plus, mais surtout cette connaissance m'est encore utile aujourd'hui au quotidien. Cette expérience m'a permis de m'intéresser à bon nombre de problématiques comme toutes les questions liées à l'intégration des étrangers et aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer.

En 2000, j'ai été engagée en tant directrice à *pro jeunesse Genève*. Ce nouveau défi m'a permis de m'investir dans un domaine qui me passionne depuis longtemps, le soutien à la parentalité. Etant mère de trois enfants et n'ayant jamais arrêté mon activité professionnelle, je suis à même de comprendre mieux que quiconque, quelle est la vraie réalité que rencontrent les parents aujourd'hui.

Depuis 2000, je suis membre active de la commission cantonale de la petite enfance ainsi que de la commission cantonale de la famille. J'ai été chargée en 2006/07 par cette dernière de coordonner avec le MPF le volet genevois de la campagne «l'éducation donne de la force» qui m'a permis, avec toutes les associations qui s'engagent dans le domaine de la famille, de mettre en place un réel rapprochement avec les associations multiculturelles.

Cette expérience m'a permis d'évaluer sur dix-huit mois les besoins des familles et de m'engager dans la construction d'une véritable politique familiale qui me tient très à cœur. Mes connaissances dans ce domaine peuvent être d'un apport non négligeable pour la collectivité et cela d'autant plus que mes connaissances se doublent d'une longue pratique sur le terrain.

En 2008, je me suis lancée un nouveau défi en m'engageant dans une formation continue dans le cadre d'HEC «Management des institutions sociales».

Le monde de la famille m'a donné une expérience qui a enrichi ma connaissance globale des grands thèmes de société qui seront traités durant les quatre ans que dureront les travaux. A cette occasion, j'ai pu me rendre compte que, jusqu'à présent, plusieurs des thèmes abordés étaient peu présents et peu développés dans la Constitution actuelle.

Pour ces raisons, je suis disposée et prête à m'investir dans ce projet d'envergure qui me passionne déjà.

Sylvie Reverdin-Raffestin

Candidat-e-s socialistes

M. Albert RODRIK

albert.rodrik@ps-ge.ch

Age: 71 ans

Commune: Genève

Profession: Juriste, retraité

Mandats politiques: Ancien député,
ancien conseiller municipal

Engagements: Social, santé, culture, politique internationale,
droits des femmes, égalité

«En un mot»: Féministe, écologiste, syndiqué
(au service de celles et ceux qui ne possèdent rien et ne dirigent rien)



Biographie

FÉMINISTE – ÉCOLOGISTE - SYNDIQUÉ

Né à Istanbul en 1937, arrivé à Genève en 1955.

Entré au Parti en septembre 1975, d'abord à la section d'Onex, puis en Ville de Genève.

Licencié en droit de l'Université de Genève

15 ans dans le secteur privé (banque)

Comédien professionnel, principalement à l'ancien Théâtre de Carouge (dir. François Simon) et au Théâtre de Poche (dir. Richard Vachoux)

20 ans dans le secteur public (fisc – social – santé)

Membre du Comité directeur du Parti socialiste genevois et de son bureau

Membre genevois de l'Assemblée des délégués du Parti socialiste suisse

Syndiqué SSP/VPOD (groupe retraités).

Ancien député

Ancien conseiller municipal à Onex et à Genève

Administrateur de l'Office cantonal des assurances sociales (OCAS).

Président de l'OSEO – Genève

Membre du comité de F-Information

Membre du comité du Festival Archipel de musiques contemporaines.

Membre du comité de Rencontres suisses

Nouvelle société helvétique, Genève

Conseiller-associé du Forum suisse de politique internationale

Membre d'honneur de LESTIME

Membre de 360°

Membre de soutien d'Aspasie

Membre du comité central du Nouveau Mouvement Européen de Suisse (NOMES)

Membre fondateur du Centre Grisélidis Réal (centre de documentation sur la prostitution)

Membre du mouvement 804 et accompagnant du RAAC

Membre de l'association «Une nouvelle Constitution pour Genève»

Membre du WWF Genève

Membre de la Société des Amis du Musée d'Art et d'Histoire

Membre de l'Association des Amis de l'Orchestre de la Suisse romande

Membre de l'ATE-Genève (à l'origine AST-GE).

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Genève a besoin d'une charte fondamentale claire, lisible, ancrée dans ce siècle qui commence.

Il est nécessaire de reformuler nombre de points importants qui sont au cœur du débat public actuel.

Il faut le faire en s'astreignant à une évaluation sans préjugé de la constitution fautive et de ses adjonctions ultérieures, en sachant aussi reconnaître la pertinence du fond, sous l'obsolescence de la forme, dans bien des cas.

Au-delà de la préservation des acquis, nous avons besoin d'avancées et de progrès qui concrétisent cette place unique de Genève, carrefour de l'Europe, sans inquiétude à propos d'obscurités craintes identitaires.

Son histoire parle pour Genève : elle n'est jamais en péril quand elle s'ouvre au monde et aux idées, elle n'est en perdition que quand elle ferme ses portes, ses yeux et ses oreilles aux richesses intrinsèques et aux incommensurables détresses de ses congénères de cette planète.

Enfin, Genève a besoin d'administrer la preuve que son débat démocratique n'est pas condamné à n'être qu'un chapelet d'invectives qui, à défaut d'arguments probants, disqualifient l'autre.

Albert Rodrik
www.albertrodrik.ch

Mme Nathalie RUEGGER*nathalie.ruegger@ps-ge.ch***Age:** 43 ans**Commune:** Plan-les-Ouates**Profession:** Employée de banque « alternative »**Engagements:** Associatif, écologique, équitable, participatif, social et solidaire**«En un mot»:** Appliquer mes convictions et tendre vers des principes de développement durable**Pourquoi je m'engage dans la Constituante****Parcours de vie et motivations pour la révision de notre Constitution**

Née à Genève, CFC d'employée de commerce et ensuite licence en géographie humaine.

Vit en concubinage, deux enfants : Anja, 3 ans, et Yann, 6 ans.

J'ai travaillé dès l'âge de 17 ans parallèlement à mes études.

J'ai notamment créé et codirigé une PME informatique de 1994 à 2003.

Depuis 2003, je travaille à la Banque alternative BAS où je suis actuellement responsable du service clientèle et investisseurs.

Membre fondatrice de la CoDHA, Coopérative de l'habitat associatif, à ce jour membre

du conseil des coopérateurs, je milite depuis de nombreuses années pour l'existence de logements abordables, écologiques et participatifs.

Je suis notamment membre de Pro Velo, de l'ATE, d'APRES-GE, du SIT, des Jardins de Cognac, de la Déclaration de Berne, d'ATTAC, de Mobility CarShairing, de Pro Natura, du WWF, de Greenpeace...

Bien que suivant la politique sans être membre du Parti socialiste, je m'intéresse depuis longtemps à diverses problématiques telles que l'égalité, la cause des femmes et des minorités, le développement durable, l'urbanisme et l'habitat, la cogestion et la transparence des décisions. Je pense que notre société, tant au niveau de l'Etat que des entreprises, doit fonctionner sur des principes de répartition équitable et transparente des richesses.

Depuis 1994, j'ai eu l'occasion de mettre en pratique ces valeurs au niveau professionnel

et cela m'a convaincue de la nécessité de promouvoir plus largement des modèles plus innovants.

Ma vie de maman de jeunes enfants, active professionnellement, me prouve au quotidien la nécessité de réformer en profondeur la politique familiale actuelle.

Fervente partisane de la mobilité douce depuis plus de 20 ans, je privilégie le vélo et les transports publics pour tous les déplacements privés et professionnels.

A défaut d'avoir le temps d'en profiter pleinement, je suis sensible à la diversité de l'offre culturelle à Genève et dans la région.

Je serais heureuse de pouvoir défendre ces valeurs ainsi que celles du Parti socialiste lors de cette Constituante qui est une occasion unique et privilégiée de moderniser Genève.

Nathalie Ruegger

Candidat-e-s socialistes

M. Ivan SCHMIDT

ivan.schmidt@ps-ge.ch

Age: 41 ans

Commune: Onex

Profession: Enseignant en informatique et bureautique au postobligatoire

Mandats politiques: Conseiller municipal à Onex

Engagements: Président de «Former sans exclure» et trésorier de «Terre, Pays des enfants»

«En un mot»: Ambitieux pour Genève



Biographie

J'enseigne depuis 2000 l'informatique et la bureautique dans diverses écoles publiques du postobligatoire genevois, après avoir été pendant neuf ans informaticien aux SIG.

Ma scolarité obligatoire, puis ma formation professionnelle, ont été entièrement accomplies dans le cadre de l'enseignement public genevois.

Après un diplôme en informatique technique à l'Ecole d'ingénieurs, j'ai obtenu une licence en informatique de gestion à la Faculté des sciences économiques et sociales.

Depuis mon adhésion au Parti socialiste genevois (PSG), en 1989, j'ai d'abord été conseiller municipal à Chêne-Bourg pendant huit ans. J'ai ensuite repris la présidence de la commission de l'enseignement et de l'éducation du PSG en 1996, que j'assume encore.

Je suis conseiller municipal à Onex depuis 2002, membre des commissions des finances, des bâtiments, de l'urbanisme et promotion économique et de l'informatique. Je représente aussi ma commune à TéléOnex SA.

Sur le plan associatif, j'ai toujours été très actif dans différents domaines.

En ce moment, je suis co-président de l'association «Former sans exclure» depuis sa création en 2005, pour promouvoir une école obligatoire moderne et progressiste.

Je suis également trésorier de l'association «Terre, Pays des enfants», dont je suis un des fondateurs en 1994. Elle est active dans l'aide humanitaire en impliquant des enfants d'ici pour aider des enfants ailleurs.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Mes expériences de conseiller municipal m'ont permis de constater à quel point les réalités communales peuvent être différentes, même entre deux communes suburbaines.

J'ai été sensibilisé aux difficultés que peuvent rencontrer certaines communes à cause de déséquilibres sur les plans financiers, urbanistiques et sociaux.

Je suis également très bien informé des enjeux cantonaux et de leur évolution car je milite aussi bien au niveau cantonal que municipal depuis mon adhésion au PSG.

La plupart des dossiers qui seront abordés par l'Assemblée constituante, ainsi que le mode de fonctionnement d'une assemblée d'élus, me sont donc familiers. Cela me permettrait d'être efficace immédiatement, si je suis élu le 19 octobre 2008.

La nouvelle Constitution permettra notamment de redéfinir les rôles respectifs de l'Etat et des

communes, ainsi que leur organisation. C'est le domaine qui me motive le plus, car il recèle un potentiel d'amélioration très important.

Toutes les compétences cantonales seront examinées, sans tabou je l'espère, ce qui devrait permettre de trouver les meilleures solutions possibles.

Un de mes autres objectifs prioritaires pour la nouvelle Constitution est la garantie et le développement de droits tels que les droits politiques, notamment des étrangers, ainsi que d'autres droits fondamentaux et sociaux.

Si j'ajoute le mot développement au mot garantie, c'est parce que j'estime que la nouvelle Constitution doit faire progresser la société, plutôt que se contenter de reformuler frileusement des principes acquis.

Nous devons absolument être ambitieux pour Genève.

Ivan Schmidt

Mme Catherine SCHUMPERLI

catherine.schumperli@ps-ge.ch

Age: 43 ans**Commune:** Genève**Profession:** Chargée d'enseignement (Institut HEID)**Engagements:** Diverses associations de développement, d'environnement et de parents**«En un mot»:** Créativité et audace pour Genève**Biographie**

Catherine Schumperli Younossian est chargée d'enseignement à l'Institut des hautes études internationales et du développement.

Son enseignement porte sur le fonctionnement des institutions suisses, ainsi que sur l'impact de la société civile dans le débat public.

Elle plaide pour une meilleure cohérence des diverses politiques publiques, dans le domaine de la coopération au développement, seule voie pour créer des relations plus équitables entre le Nord et le Sud.

Elle est l'auteure de nombreux ouvrages consacrés à des thèmes sociaux et environnementaux et dirige le comité de rédaction de l'Annuaire suisse de politique de développement.

Son dernier ouvrage consacré à «La politique suisse de solidarité internationale» est paru dans la collection du Savoir suisse (PPUR) en mai 2007.

Proche des organisations non gouvernementales, elle a été secrétaire politique de la Déclaration de Berne, association suisse pour un développement solidaire, pendant cinq ans (1991-1996) et membre des instances de la Fédération genevoise de coopération (FGC) de 1991 à 2007.

Mariée et mère de deux filles (10 et 7 ans), elle est tout particulièrement intéressée aux politiques familiales, ainsi qu'aux réformes qui touchent l'école.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Le projet de révision de la Constitution genevoise est enthousiasmant. C'est une chance unique de repenser le fondement même de notre organisation politique, libéré de toutes contraintes liées à la défense d'intérêts à court terme.

C'est aussi l'opportunité de définir la place de Genève au sein d'une région transfrontalière, de la Suisse, de l'Europe et du monde.

Parmi les différents thèmes traités par la Constituante, je souhaite contribuer aux débats dans les trois domaines suivants:

- Rôle de l'Etat et place de la société civile

Repenser le rôle de l'Etat, en revoir les règles de fonctionnement en veillant à une plus grande subsidiarité entre l'Etat et les diverses associations (culturelles, sportives, de jeunesse, d'aînés, de migrants, etc).

Œuvrer pour une meilleure coordination entre les différents acteurs et une réelle transparence pour faciliter le dialogue et la recherche du compromis.

- Solidarité internationale

Encourager la solidarité internationale en augmentant les crédits en faveur de la coopération

au développement et faire de Genève, par le biais d'une politique et d'une législation réfléchies, un cadre accueillant et respectueux à l'égard des migrants ayant choisi notre canton comme lieu de travail et de vie.

- Développement durable

Mettre l'accent sur une politique environnementale responsable. Le développement durable offre une plate-forme intégrative qui permet de rechercher des équilibres en termes de justice sociale, de préservation de l'environnement et d'efficacité économique.

Il s'agit de dépasser le slogan et de l'appliquer comme un système de référence non négociable.

La «feuille de route – pour une constitution moderne et progressiste» offre un cadre fort et solide pour la défense d'idées novatrices et progressistes.

Je suis très honorée de figurer sur la liste du Parti socialiste genevois en tant que personnalité indépendante et j'espère pouvoir faire valoir mes expériences associatives et académiques dans les débats à venir.

Catherine Schumperli Younossian

Candidat-e-s socialistes

Mme Virginie STUDEMANN WATHIER

virginie.studemann@ps-ge.ch

Age: 39 ans

Commune: Genève

Profession: Politologue

Mandats politiques: Secrétaire au bureau de la section
Ville de Genève du Parti socialiste

Engagements: Association de parents d'élèves, maison de quartier
des Pâquis.

«En un mot»: Citoyenne déterminée



Biographie

Je suis née en 1968 à Paris, mais Genève est depuis mon enfance ma maison de cœur – ayant de la famille à Genève, j'y ai vécu de nombreux souvenirs, vacances scolaires, histoires d'amitié.

Après une formation pluridisciplinaire en droit, économie et sociologie (licence A.E.S Administration, économie et sociale), j'ai poursuivi mes études en science politique, (maîtrise de science politique et 3e cycle DESS «communication, politiques et animations locales»).

Cette formation a été consolidée par une expérience professionnelle dans une société d'études (quantitatives, qualitatives et lexicales), qui m'a permis de travailler sur la perception des habitants de leurs institutions, de leurs attentes.

Je me suis attachée en particulier à deux objets: d'une part les dangers pour la démocratie que représentent les mouvements d'extrême-droite (co-auteurs d'un ouvrage, *Le Pen - les mots*, analyse d'un discours d'extrême droite, *Le Monde Editions*, Paris, 1997) et d'autre part, la participation du citoyen et la démocratie locale.

Amoureuse d'un Genevois, je me suis définitivement installée à Genève en 1998. J'y ai fondé une famille et me suis investie dans les associations de mon quartier, les Pâquis.

J'ai travaillé pour l'association les créAteliers et suis devenue membre du comité de l'association de parents d'élèves et de l'association de la maison de quartier.

Suite à ma demande en 1999, j'ai été naturalisée en décembre 2005. Ayant ainsi obtenu le droit de vote, j'ai adhéré au Parti socialiste et prolongé mon engagement pour notre communauté en m'investissant en politique.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Une nouvelle Constitution est une occasion exceptionnelle de nous rassembler autour de notre vision de la société : solidaire, ouverte, tolérante, multiculturelle, luttant contre toutes les formes de discrimination, condamnant les incitations à la haine et à la violence, destructrices du lien social.

Tout en réaffirmant notre attachement à un Etat de droit, un Etat social, un Etat laïque, nous innoverons et répondrons à de multiples enjeux :

- développer les droits fondamentaux, démocratiques et sociaux dans un monde de concentration économique et de développement des systèmes d'informations ;
- garantir la liberté et la protection du citoyen et du travailleur dans un monde de précarité et de flexibilité ;
- soutenir pour cela les associations et les syndicats, créer les cadres anticipant l'évolution de notre société dans une perspective de développement durable ;
- faire de l'éducation, de la formation et de la culture, de réelles priorités pour préparer l'avenir.

Pour atteindre ces objectifs, nous redéfinirons

certaines règles et en particulier celles de la répartition des compétences entre l'Etat et les communes pour que l'action publique soit au service du citoyen – condition nécessaire pour légitimer notre système de solidarité et de redistribution, attaqué sans cesse ces dernières années.

Clé de notre démocratie, la participation, est, pour moi, essentielle.

Nous devons dès à présent inviter toutes les citoyennes et tous les citoyens à participer au débat, en expliquant les enjeux et les conséquences sur notre vie quotidienne.

Et pour que cette participation soit effective, des consultations citoyennes sur les travaux intermédiaires doivent être organisées.

Convaincue de l'importance des enjeux, je souhaite offrir mes compétences et mon expérience de terrain, faire le lien entre les principes et les besoins, offrir les qualités d'ouverture et d'analyse ainsi que les capacités de persuasion nécessaires à cet exercice nouveau : travailler ensemble pour une Constitution moderne et progressiste.

Virginie Studemann Wathier

Mme Martine SUMI-VIRET*martine.sumi@ps-ge.ch***Age:** 52 ans**Commune:** Genève**Profession:** Adjointe administrative dans le secteur pénal**Mandats politiques:** Ancienne co-présidence de la section Ville du Parti socialiste genevois ; présidence Groupe Égalité ; Conseillère municipale Ville de Genève**Engagements:** Associations féminines, féministes, de parents, quartier, sport, développement durable, ouverture sur le monde, de lutte contre toutes les formes de discriminations, syndicats SIT et SPAF, CIA.**«En un mot»:** Féministe**Biographie**

9 ans
1ère discrimination en scolarité

12 ans
mai 68 du côté de Louvain-la-Neuve

14 ans
en institut chez les soeurs

15 ans
formation imposée, mais syndiquée

22 ans
changement des statuts
du Collège du soir de Genève

23 ans
adhésion Parti socialiste de New York

24 ans
adhésion Union des Femmes

25 ans
campagne du IN
création de F-Information

27 ans
pause bébé Claire

31 ans
création du
Bureau de l'égalité des droits
entre homme et femme

33 ans
1ère bébé de l'égalité Aurore,
- pas vraiment une pause!

Puis nombreux engagements
associatifs, syndicalistes, alternatifs

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

J'ai vécu, comme la plupart des femmes, des discriminations au cours de ma vie.

C'est hélas banal.

Toutefois le vingtième siècle a été le siècle de la révolution féministe et je m'y suis trouvée comme «une truite dans l'eau».

J'ai pu prendre une part très active aux luttes pour le droit de vote, l'inscription de l'article sur l'égalité dans la Constitution, le nouveau droit matrimonial, l'assurance maternité, le droit à l'avortement, etc.

J'ai mis en place avec l'ancienne équipe du Bu-

reau de l'égalité, de nombreuses campagnes de sensibilisation pour faire évoluer les mentalités, trouver des nouvelles façons de vivre et de bien vivre entre hommes et femmes sous la valeur de l'égalité.

Par ailleurs, j'ai également travaillé sur le plan intellectuel en décrochant la certification en études de genre en 2007.

Ces points et quelques autres me permettent d'affirmer que je peux apporter au sein de la Constituante un point de vue, à la fois documenté et de terrain, pour que la place des femmes en tant que groupe social soit reconnue et faite à part entière.

Martine Sumi-Viret

Candidat-e-s socialistes

M. Thierry TANQUEREL

thierry.tanquerel@ps-ge.ch

Age: 54 ans

Commune: Genève

Profession: Professeur de droit public à l'Université de Genève

Engagements: Membre du Parti socialiste genevois depuis 25 ans, et de nombreuses associations écologistes et de solidarité internationale, membre fondateur de l'association «Pour une nouvelle Constitution pour Genève».

«En un mot»: Ouverture, solidarité, responsabilité



Biographie

Je suis né à Genève en 1954, où j'ai fait toutes mes études.

J'ai été juge au Tribunal administratif de 1992 à 1996 et, depuis, je suis professeur à l'Université de Genève, où j'enseigne le droit administratif et le droit de l'aménagement du territoire.

J'ai publié ou édité de nombreux articles et ouvrages et je suis membre d'associations scientifiques sur le plan suisse et international.

Je me suis particulièrement intéressé à la démocratie directe, à la participation de la population à l'aménagement du territoire, au droit de recours des organisations de protection de l'environnement, au service public, au droit comparé. J'ai été expert pour d'importantes révisions législatives.

Sur le plan politique, j'ai d'abord milité très activement dans des associations écologistes, dont je suis toujours membre, avant d'adhérer au Parti socialiste genevois en 1983.

J'ai été plusieurs fois membre du Comité directeur du Parti socialiste genevois et, pendant quatre ans, vice-président chargé de la coordination des commissions.

Je suis actuellement président de la commission prospective du PSG.

Je suis marié et père de trois filles.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Je suis persuadé depuis longtemps que l'exercice de révision totale de notre Constitution cantonale peut être l'occasion pour le Canton de Genève de régénérer ses institutions et de restaurer la confiance et le dialogue entre les acteurs sociaux et politiques, entre citoyens et gouvernants.

C'est pourquoi j'ai été parmi les membres fondateurs et très actifs de l'association «une nouvelle Constitution pour Genève», qui a déclenché, grâce aux parlementaires qu'elle a convaincus, le processus qui nous mène à l'élection prochaine d'une Assemblée constituante.

Je suis aussi certain que la gauche, et en particulier les Socialistes, ont une très belle carte à jouer dans ce processus.

L'expérience des autres cantons le montre : aucun acquis social ou écologique n'a été per-

du lorsqu'ils ont adopté une nouvelle Constitution et des progrès significatifs ont été accomplis en matière de démocratie directe, de droit de vote des étrangers, de droits sociaux, de collaboration régionale.

Un tel résultat ne sera obtenu que si les Socialistes font preuve à la fois d'ouverture et d'imagination, mais aussi de persévérance et d'une grande force de persuasion, confortée par un travail de fond acharné et puisée dans nos valeurs les plus profondes.

Si je suis élu à l'Assemblée constituante, je souhaite y défendre des méthodes de travail constructives et participatives et, sur le fond, des objectifs ambitieux, notamment sur le plan social et environnemental, ainsi qu'en ce qui concerne le fonctionnement des institutions et la place de Genève dans son espace régional.

Cela pour aboutir à un texte clair dans lequel tous les citoyens pourront se reconnaître.

Thierry Tanquerel

M. Maguèye THIAM*magueye.thiam@ps-ge.ch***Age:** 49 ans**Commune:** Genève**Profession:** Interprète, formateur**Engagements:** Intégration, valeurs interculturelles, valeurs sociales**«En un mot»:** Participation des migrants**Biographie**

Originaire du Sénégal, naturalisé en 2004, il vit à Genève depuis 1990. Il œuvre depuis une quinzaine d'années dans le domaine de l'intégration des migrants.

Formation :

- Maîtrise en sciences économiques à l'Université de Dakar, 1986.
- Certificat d'études supérieures en diagnostic d'entreprises soumises à la concurrence internationale à Grenoble, 1992.
- Certificat d'études supérieures en Sciences et technologies d'apprentissage, TECFA, UNIGE, 2002.
- Certificat d'études supérieures en relations interculturelles et pratiques professionnelles, UNIL, 2007.

Maguèye THIAM est président de l'Association MIGRAF depuis sa création en 2004, association qui essaie, par le biais de la culture, de promouvoir l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des migrants africains à Genève. MIGRAF travaille dans une optique d'*empowerment* et de travail en réseau.

Il est également membre du forum pour l'intégration des migrants à Berne (www.fimm.ch) depuis 2003 et membre de sa direction depuis 2008. Membre de la direction de l'Association Interprète à Berne (www.inter-pret.ch) de 2005 à 2007 qui promeut l'interprétariat communautaire au niveau national.

Auteur du livre: «Familles africaines et Ecole en Suisse, une incise sur les représentations».

Formateur interculturel depuis 2005 (IFMES, enseignement primaire, cycles d'orientation des Coudriers, du Renard, de Radix (VD)).

Traducteur de deux contes en langue africaine «wolof» pour la mallette interculturelle en 2006-2007.

Professeur de français FLE à l'UPA de 2005 à 2007 et à l'UOG depuis 2007, et mentor à l'OSEO depuis 2007.

En 2007, responsable du groupe de travail chargé de promouvoir l'intégration des migrants de la commune de Vernier via le web en collaboration avec le pourcent culturel MIGROS à Zurich.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Par la présente, je manifeste ma motivation pour me porter candidat sur la liste socialiste à l'assemblée Constituante, en tant que membre issu du «monde associatif».

En effet, l'association de la migration africaine (MIGRAF) que je dirige, conçoit la Constituante comme une démarche citoyenne qui fixera les règles du jeu démocratique entre l'Etat et ses organes, les citoyens et la société civile (partis politiques, associations).

Dans cette perspective, les migrants africains veulent apporter une contribution positive dans le respect et la reconnaissance de leurs valeurs et de leurs droits.

MIGRAF, tout en partageant globalement la méthode et les thèmes proposés par le Parti socialiste, mettra en exergue entre autres les thèmes, suivants:

1) le concept de citoyenneté multiculturelle :

Nous entendons par là, une citoyenneté basée sur la résidence et non pas sur la nationalité. MIGRAF propose ainsi une durée de résidence de cinq ans pour être citoyen.

2) le droit des minorités.

Ce droit comprendrait :

a) des droits linguistiques et culturels qui se traduiraient, par exemple, par l'institution de cours de langues et cultures d'origine au DIP pour les enfants de migrants. De ce fait ces élèves prendront racine, tout en gardant leurs racines.

b) des droits à la non discrimination par une loi d'application cantonale de l'art. 8, al. 2 de la Constitution fédérale sur les discriminations

c) des droits sociaux fonctionnels, basés sur les besoins et non plus seulement sur les causes (chômage, perte de gain), ceci pour tenir compte du fait que les migrants sont plus précarisés que les autochtones.

Notre association pense que ce serait bien d'ouvrir la Constituante aux minorités. Mais cette ouverture devrait être corroborée à une ouverture des esprits. Quand je serai élu, je pense pouvoir imprimer cet esprit d'ouverture compte tenu de mon parcours professionnel de formateur interculturel et d'interprète communautaire ayant travaillé dans dix huit-cantons.

Maguèye Thiam
Président de MIGRAF
www.migraf.com

Candidat-e-s socialistes

Mme Raphaële VAVASSORI

raphaele.vavassori@ps-ge.ch

Age: 31 ans

Commune: Genève

Profession: Avocate

Mandats politiques: -

Engagements: Membre du comité de l'association des juristes progressistes (AJP), précédemment membre du comité d'ATTAC Genève durant plusieurs années, membre de nombreuses associations de la société civile.

«**En un mot**»: Capable d'imaginer une nouvelle Constitution et de lutter pour la construire.



Biographie

Née à Genève, j'ai suivi toute ma scolarité obligatoire à Genève.

Suite à l'obtention d'une maturité latine, je me suis orientée vers des études de droit à Genève.

Après l'obtention de ma licence en droit, j'ai poursuivi cette formation durant une année académique à l'Université de la Sapienza de Rome (Facoltà di Giurisprudenza).

Parallèlement à mes études universitaires, je me suis engagée au sein de l'université en participant bénévolement à une permanence juridique mise en place par les étudiants ainsi qu'en adhérant à ATTAC.

J'ai ainsi été membre du comité de l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens et citoyennes (ATTAC-Genève) durant plusieurs années.

A cette occasion, j'ai notamment participé à l'élaboration et l'organisation des Forums d'Attac-Genève.

Par la suite, j'ai continué ma formation par un emploi dans le domaine des assurances. Dès l'année 2004, j'ai effectué mon stage d'avocate auprès de l'ASLOCA et de l'étude d'avocats Zutter, Locciola, Buche & Associés.

Suite à l'obtention de mon brevet d'avocate, je me suis résolument engagée notamment en faveur de la défense des locataires, des travailleurs et des assurés, en poursuivant mes activités d'avocate à l'ASLOCA et comme associée de l'étude susvisée.

Parallèlement à mon activité professionnelle, je continue à militer dans la société civile, notamment au comité de diverses associations.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Ma candidature pour cette élection s'inscrit dans le désir de mettre au profit de la collectivité mon expérience dans le domaine associatif et militant de même que mes connaissances juridiques en faveur d'un projet qui touche toutes les bases fondamentales de notre vie en société.

L'engagement en faveur de la réforme de la constitution ne doit pas être un simple toilettage de celle-ci. Elle doit s'inscrire dans un processus et une réflexion approfondis sur les questions de l'avenir de notre société, tout en défendant et en réaffirmant les valeurs sociales acquises au prix de décennies de lutte.

C'est l'occasion historique de se pencher sur les questions essentielles relatives au fonctionnement de nos institutions, des droits fondamentaux, sociaux et démocratiques et de défendre de vraies propositions de changement, tout en gardant à l'esprit les acquis constitutionnels.

Au cours de mon parcours, je me suis ainsi engagée principalement dans la défense des droits des locataires, des travailleurs, des assurés, ainsi que dans la défense des droits des minorités les plus précarisées.

L'envie de poursuivre cet engagement quotidien en le concrétisant dans un projet de refonte de la Constitution exigera cependant un travail important de fond, nourri de débats, ce qui me motive énormément.

Le texte issu de la réforme de la Constitution, qui sera soumis au vote des citoyens et des citoyennes, devra ainsi obéir aux principes de justice sociale, de solidarité et de démocratie, et être guidé par le renforcement des droits des citoyens.

Tout au long des travaux, il conviendra également de garder à l'esprit que ce texte fondamental doit rester accessible à tous et toutes.

Les débats issus de la refonte de la Constitution devront également permettre à chaque citoyen et citoyenne de comprendre les enjeux de cette réforme et d'y participer.

Ma motivation à siéger au sein de l'Assemblée constituante procède d'une volonté de vivre une expérience nouvelle en lien avec mon engagement militant et citoyen.

Raphaële Vavassori

M. Alberto VELASCO*alberto.velasco@ps-ge.ch***Age:** 61 ans**Commune:** Genève**Profession:** Ingénieur EPFL énergie et finances, Député**Mandats politiques:** Député au Grand Conseil, membre du Conseil d'administration des SIG**Engagements:** Vice-président de l'ASLOCA-Genève, membre fondateur et Président d'ATTAC-Genève, président des Amis suisses du Monde diplomatique, membre fondateur de l'ACEC (Assoc. contre l'esclavagisme contemporain, président du Forum alternatif mondial de l'eau – Genève 2005**«En un mot»:** Engagé et à l'écoute de vos attentes

Né en 1947

Au PS depuis 1988 à la section de Genève

Profession : Ingénieur, Post-grade EPFL en énergie et finance

Mandats politiques (d'hier et d'aujourd'hui) :

Député depuis 1997, j'ai été, pendant un certain nombre d'années membre du Comité section Ville de Genève, et par la suite membre du Comité directeur du parti cantonal.

J'ai eu aussi l'honneur de représenter le PSG au sein du Comité central du Parti socialiste suisse, et siégé à ce même Comité central en étant élu par le Congrès national.

Concernant mon activité associative j'ai été, avec d'autres militants, fondateur des Amis suisse du monde diplomatique, d'Attac Genève.

A l'heure actuelle, je suis membre de l'Association pour le contrat mondial de l'eau, Vice-président de l'ASLOCA-Genève et Président du Comité organisateur du 2e Forum mondial de l'eau

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

La Constituante doit être l'occasion pour notre parti de réaffirmer nos valeurs socialistes qui sont la possibilité pour chacun et chacune de vivre dignement.

Concrètement nous devons veiller à ce que cette Constitution assure à toutes et tous, l'accès à un emploi dont le revenu doit permettre de faire face aux dépenses de base sans que l'on soit obligé de solliciter l'aide de l'hospice.

Le droit au logement, et les lois figurant dans notre Constitution, doivent être sauvegardés et renforcés afin de permettre le développement des logements aux loyers réellement accessibles.

Le service public représente un bien commun, chargé de fournir les prestations exclues de toute activité marchande et accessible à tous et toutes en vertu du principe de la non exclusion et de l'égalité de traitement. Ce principe doit être concrétisé et réaffirmé.

Au sein de cette Constituante, le PSG doit d'être à l'écoute des problèmes auxquels est confronté l'ensemble des travailleurs à

mesure que cette société, basée essentiellement sur le crédo du marché, déploie ses effets. Il doit répondre, par des propositions au sentiment d'insécurité sociale que ressentent l'ensemble des travailleurs et qui alimente le vote populiste.

Le droit au savoir et à une formation de qualité, dans une société qui marchande de plus en plus ce savoir, doit être un objectif dans toutes nos propositions.

Nous devons veiller à ce que le principe d'égalité et de fraternité soit une référence dans cette nouvelle Constitution afin que tous les secteurs de la vie économique, au niveau salarial, à celui des responsabilités, mais aussi des horaires de travail, permettent l'épanouissement de chacun et chacune.

L'intégration de la population étrangère, dans la nouvelle Constitution, doit se concrétiser par des droits politiques.

C'est pour la défense de ces principes et avec la volonté de les voir inscrits dans la future Constitution que je présente ma candidature pour la Constituante.

Alberto Velasco

Candidat-e-s socialistes

Mme Catherine VOUTSINAS

catherine.voutsinas@ps-ge.ch

Age: 58 ans

Commune: Genève

Profession: Avocate

Mandats politiques: ancienne conseillère municipale à Collonge-Bellerive

Engagements: Membre de plusieurs associations, s'intéresse aux problèmes d'éthique et de gouvernance. Milite en faveur d'un développement durable, de la culture et du respect des droits humains.

«En un mot»: Curieuse et tenace



Biographie

Née en 1950, à Genève, avocate, titulaire d'une licence en sciences politiques et en droit.

En 1970, elle a été élue conseillère municipale d'une commune suburbaine, devenant ainsi la plus jeune femme élue de Suisse.

Après ses études, elle a travaillé dans diverses études d'avocat-e-s. Au début, comme avocate généraliste, elle a été associée, notamment, avec Christiane Brunner. Elle a ensuite poursuivi sa carrière comme collaboratrice dans deux études d'affaires et s'est consacrée à l'arbitrage international.

En 1996, elle a quitté le Barreau pour devenir conseillère juridique en entreprise. Elle a notamment été secrétaire générale et responsable du département juridique d'une société multinationale, ce qui l'a amenée à faire de nombreux voyages et à découvrir des cultures différentes. Elle a également travaillé dans le secteur financier et était en particulier chargée d'identifier et de dénoncer les risques inconsidérés, les cas de fraude, de blanchiment d'argent sale et de rédiger des règles de conduite destinées à prévenir de tels dysfonctionnements.

En 2005, après un procès de huit ans, elle a gagné devant le Tribunal fédéral contre son employeur, pour avoir perçu un salaire de 25% inférieur à celui de ses collègues masculins pour un travail à valeur égale (elle avait été la seule cadre juriste). Grâce à ce jugement, qui a fait jurisprudence, de nombreuses femmes employées de grandes entreprises suisses ont vu leur salaire augmenté et adapté à celui de leurs collègues masculins.

Catherine Voutsinas est aujourd'hui à son compte, mais désire réduire ses activités professionnelles afin de pouvoir se consacrer à des mandats d'intérêt public.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Je suis candidate à la Constituante parce qu'une Constitution est le texte de loi «fondamentale» qui exprime les valeurs d'une collectivité, tout en définissant les moyens concrets de les atteindre.

Partant de l'idée que toute organisation humaine, qu'elle relève du secteur privé ou public, présente des analogies, je voudrais mettre au profit de la Constituante mes expériences et observations de grandes organisations du secteur privé.

C'est là, en effet, que j'ai appris combien les règles de direction (gouvernance), d'organisation et de contrôle sont essentielles pour éviter des dysfonctionnements, des paralysies, et des dépenses inutiles.

Mon intérêt premier porte donc sur l'établissement des règles d'organisation de l'Etat et de ses institutions, dont il faut notamment déterminer la composition, les organes de direction, les modalités de désignation, les compétences, les processus de décision, les contrôles, les relations avec d'autres entités (les communes, par exemple).

Un autre pôle d'intérêt important concerne le droit fondamentaux. La Constitution de Genève est lacunaire dans ces domaines essentiels de la vie en société. Je m'efforcerai ainsi de con-

cilier les intérêts d'une saine économie avec les intérêts sociaux, par le maintien et/ou l'introduction de droits sociaux tels que décrits dans la feuille de route du Parti socialiste genevois.

A ces droits s'ajouteront la protection contre l'arbitraire, le renforcement de l'égalité hommes-femmes, la protection des aînés, la promotion des droits humains, la préservation de l'environnement.

Enfin, je m'intéresse beaucoup aux relations de Genève avec la société internationale, son rôle et sa participation dans ce «monde globalisé» dont il convient d'empêcher les dérives.

Mon expérience professionnelle dans le monde des affaires, associée à une sensibilité sociale, me permettront, je l'espère, d'apporter, dans la Constituante, des arguments tirés du terrain.

Mon but est, en effet, que l'Etat se préoccupe davantage de promouvoir un développement durable par l'établissement de règles adéquates destinées à éviter qu'une économie ultra libérale et incontrôlée menace la qualité de vie et la paix sociale dont nous devons tous pouvoir bénéficier et que nous avons également la responsabilité de garantir aux générations futures.

Catherine Voutsinas

Mme Anja WYDEN GUELPA

anja.wyden@ps-ge.ch

Age: 35 ans

Commune: Genève

Profession: Directrice générale de l'action sociale à l'Etat de Genève

Mandats politiques: Membre du comité des femmes socialistes suisses 1999 - 2000

Engagements: Membre du Parti socialiste genevois depuis 1997, syndiquée SIT depuis 1997, membre du Conseil de fondation de la Fondetec 2002 - 2003

«En un mot»: Déterminée, mais ouverte au dialogue

**Biographie****Expériences professionnelles**

Directrice générale de la Direction générale de l'action sociale (DGAS) de l'Etat de Genève depuis janvier 2007

Directrice adjointe en charge du handicap, de la famille, des assurances sociales et des personnes âgées à la DGAS 2003 – 2006

Consultante certifiée en stratégie d'entreprise et en gestion du changement chez IBM 2001 – 2003

Cheffe de projet au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) 1998 – 2001.

Formation

Etudes en management et analyse de l'administration publique (DESMAP)

Licence en science politique à l'Université de Genève

Spécialisation en politiques européennes et sociales à l'Université de Tübingen.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante**Du haut-valais au bout du lac**

La non-élection le 7 décembre 1983 de la socialiste Liliane Uchtenhagen, censée devenir la première Conseillère fédérale, a été pour moi un électrochoc.

Dans mon Valais natal, chaleureux et authentique mais terriblement conservateur, les positions socialistes au sujet de l'égalité, l'écologie et la lutte pour les plus faibles s'imposaient comme une évidence et avaient un parfum de changement et de liberté.

Depuis, mes activités professionnelles au niveau fédéral et cantonal se sont toujours inscrites dans la volonté d'améliorer le service public et m'ont convaincue de la nécessité de repenser l'organisation de nos institutions pour mieux servir les intérêts de la population.

Le défi de l'intégration

Le rôle de l'Etat est de protéger ses citoyen-ne-s, permettre à chacun-e de vivre à Genève dans la dignité, s'épanouir et réaliser toutes ses potentialités.

Comme nous ne partons pas tous avec les mêmes chances, il est de notre responsabilité de nous battre pour que chacun-e puisse aller aussi loin qu'il/elle le peut et le souhaite, quel que soit son handicap, son origine ou sa différence.

Face aux inégalités croissantes, il s'agit aujourd'hui de renforcer l'intégration des personnes fragilisées, exclues du marché du travail ou en marge de la société, des personnes âgées, en situation de handicap ou des populations migrantes.

Cette intégration passe en grande partie par l'éducation dont l'école publique et laïque doit être un principe intouchable.

L'offre préscolaire et parascolaire ainsi que la culture sont des vecteurs d'intégration indispensables pour donner aux élèves qui ont moins de chance, la possibilité de se réaliser et de mettre à profit leur talent. La nouvelle Constitution devra ancrer le rôle de l'Etat dans ce domaine primordial et en préciser les champs d'intervention.

Ma contribution

Professionnellement, j'ai acquis de solides connaissances des politiques publiques, de l'administration fédérale et cantonale.

De plus je dispose de compétences de négociation reconnues et suis capable de convaincre.

Le groupe socialiste devra influencer de manière déterminée et déterminante sur les enjeux de la Constituante.

Intransigeante sur mes valeurs, je saurai défendre nos convictions socialistes tout en restant ouverte au dialogue et constructive dans la recherche de solutions créatives.

Anja Wyden Guelpa

Candidat-e-s socialistes

M. Tristan ZIMMERMANN

tristan.zimmermann@ps-ge.ch

Age: 28 ans

Commune: Genève

Profession: Assistant en droit constitutionnel
à l'Université de Genève

Engagements: Préservation des acquis sociaux mais surtout développement des droits sociaux et de leur justiciabilité, ainsi qu'une extension des droits politiques des étrangers aux niveaux communal et cantonal.

«**En un mot**»: Pour une Constitution du mieux vivre ensemble



Biographie

Après avoir obtenu une licence en droit à l'Université de Genève en 2004 et un master en droit constitutionnel américain en 2005 à Duke University, je travaille en tant qu'assistant au département de droit constitutionnel de l'Université de Genève.

Mes recherches portent plus particulièrement sur les questions d'éducation, de liberté religieuse et de démocratie directe en Suisse et en Occident.

Aussi, après avoir effectué pendant plusieurs années, des remplacements au sein du Département de l'Instruction Publique, je dispense depuis 2006 à l'Université Populaire de Genève, des enseignements portant notamment sur les institutions politiques suisses et la démocratie directe.

Etant également très concerné par les questions relatives aux droits humains et au droit pénal international, je suis membre de TRIAL et compte parmi les rédacteurs de son site internet. Il s'agit d'une association qui lutte pour que les criminels de guerre soient traduits en justice.

Enfin, je suis passionné par le sport et pratique régulièrement la natation, le tennis, le cyclisme et la course à pied. A cet égard, j'ai déjà eu l'occasion de participer à plusieurs marathons et triathlons.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante

Mes recherches au sein du département de droit constitutionnel me plongent quotidiennement dans les mécanismes mis en place par le constituant fédéral et par les divers constituants cantonaux, sur des sujets tels que l'aménagement des relations entre l'Etat et les différentes communautés religieuses, les divers systèmes d'éducation cantonaux et sur la question des droits démocratiques, et plus spécifiquement de leur extension à l'égard des étrangers au niveau communal et cantonal.

Ce travail me permet de mieux comprendre comment notre Etat fédéral fonctionne et aussi de percevoir les avantages et les inconvénients engendrés par les modifications institutionnelles auxquelles les cantons se sont récemment livrés puisque, depuis l'an 2000, huit cantons ont adopté une nouvelle Constitution.

Par ailleurs, je souhaite vivement contribuer par mes connaissances sur ces différentes thématiques, à une perception plus aiguë des défis que le canton de Genève va rencontrer dans la refonte de sa Constitution.

En tant que membre de la Constituante, je m'engage à ce que la nouvelle Constitution genevoise soit un texte plus lisible, plus intelligible et surtout garante de davantage de droits sociaux. Sans oublier d'accorder en son sein la place qui revient à chacun de nous en tant que membre de la communauté.

En d'autres termes, je défendrai la justiciabilité des droits sociaux, tels que le droit à la santé, le droit à l'alimentation et à une éducation totalement gratuite, ainsi que le développement des droits démocratiques (droit d'éligibilité et de vote) des étrangers résidant depuis un certain temps à Genève.

La consécration de ces différents droits dans le texte fondamental du canton de Genève garantira un mieux vivre ensemble et, je l'espère, servira de source d'inspiration pour les autres cantons et le constituant fédéral lors des prochaines révisions constitutionnelles.

Tristan Zimmermann

M. Raymond ZOLLER

raymond.zoller@ps-ge.ch

Age: 61 ans**Commune:** Originaire de Dardagny, réside au Pays de Gex**Profession:** Journaliste, rédacteur, traducteur**Engagements:** Actif dans de nombreuses associations dédiées à la protection de l'enfant, aux égalités sociales, parentales, à l'humanitaire, à la promotion de la paix, à l'éthique journalistique, à la lutte contre la pauvreté, contre l'excision.**«En un mot»:** Humaniste, éthique, féministe, cosmopoliste, resté «syndicalisant»**Biographie**

Mes études ont été genevoises jusqu'au secondaire. Après un apprentissage de commerce dans l'affermage de journaux et dans une multinationale américaine, spécialisée dans le commerce du grain, j'ai opté pour des études en psychiatrie incluant pharmacologie, neurologie, fonctions mentales, tout en passant des concours pour une haute école de journalisme.

J'ai effectué des stages à la Radio bavaroise, dans une rédaction de Fleet Street à Londres. Mon diplôme en poche, et après une formation de correcteur de rédaction à la Tribune de Genève, j'ai été intégré dans les rédactions de *L'Illustré*, et comme reporter-photographe dans un journal local montreuisien, à l'ATS – Agence télégraphique suisse – ainsi qu'à l'*Associated Press* à Berne, qui s'occupait notamment du parlement fédéral (traduction de discours de conseillers fédéraux).

Après avoir assumé un certain nombre de mandats de relations publiques dans les domaines de la science, de la santé (programmes SIDA) ou du social, je suis devenu assistant humanitaire, notamment au Népal pour le gouvernement népalais, en lien avec les représentants de la Coopération technique suisse (SATA à Kathmandou), ainsi que traducteur et guide occasionnel de randonnées (trekking) dans l'Himalaya.

En 1987, j'ai été désigné pour reprendre le secrétariat cantonal du syndicat FOBB à Fribourg. J'ai aussi un diplôme de grutier.

Mes nombreuses expériences, comme celle de rédacteur plurilingue de guides touristiques à la Direction générale du TCS à Genève, ont servi dans mon emploi de libraire chez Payot

à Lausanne (section encyclopédies, langues et scolaires), et lors de remplacements comme documentaliste dans un collège français.

Depuis 1997, je collabore régulièrement aux programmes de Radio Cité, essentiellement pour des interviews (personnalités scientifiques et culturelles), sur des sujets philosophiques et politiques. Régulièrement j'anime et modère des débats, parfois de plusieurs heures, sur des thèmes sociaux, politiques, scientifiques, notamment au Village Alternatif du Salon du Livre, des thèmes qui ont trait à ce qui passe ailleurs comme la paix au Moyen Orient. Je collabore également à des revues spécialisées notamment sur le thème de l'esclavage.

Un diplôme de théologie de l'Université de Genève (formation continue) me permet de me sentir à l'aise dans les domaines de l'interculturalité, de l'inter-religieux et des oecuménismes.

Parmi plusieurs publications, je suis l'auteur d'un ouvrage sur et avec René Cruse (sa vie son œuvre en forme de dialogue) intitulé «Entretiens avec un rebelle» paru chez L'Harmattan, Paris.

Passionné d'histoire contemporaine j'ai «sorti», après quelques indications de l'historien R. Hochhut, l'histoire du Neuchâtelois Maurice Bavaud qui a tenté d'assassiner Hitler à Munich, à la veille de la Nuit de Cristal en 1938, objet du film de V. Hermann, «Es ist kalt in Brandenburg» et d'un livre de N. Meienberg.

Il m'arrive enfin de corriger des thèses de doctorat sur des pays et des régions dans lesquels j'ai vécu et travaillé : Népal, Himalaya, Pakistan, Inde.

Pourquoi je m'engage dans la Constituante**Qu'en faire ?**

Avec cette Constituante, je me sens particulièrement motivé, pas seulement parce qu'on m'avait déjà proposé une fois ou l'autre de me présenter comme député, mais parce que je me sens plus apte et pourrai être plus efficace dans un Législatif où les choses se discutent, s'évaluent, se pèsent dans l'écoute et l'entente, si possible.

Il ne s'agit pas pour moi de tout refaire dans cette vénérable Constitution ni de tout réécrire mais d'apporter une touche d'actualité : j'hésite à parler de modernisme. Pour moi il ne s'agit pas non plus de tout prévoir ou de trop préciser. Mais le but est d'adapter la Constitution à de nouvelles sensibilités, aux nouvelles technologies, à de nouvelles questions peu prévisibles il y a plus d'une centaine d'années. Citons par exemple les OGM, le développement durable, la protection de la vie privée, les effets de la globalisation, le rôle des communes dans un bassin transfrontalier ou encore les services civils. Ce qui m'importe aussi, c'est la protection des enfants, des femmes, et des plus fragiles. Mon objectif est de parvenir à écrire une loi claire, généreuse, moderne.

Comment me «vois-je» ?

Je peux être, ce «go between», ce facteur, intermédiaire, ce passeur entre la société civile représentée par des associations, plus ou moins connues, où je milite et j'agis, souvent discrètement, comme ce fut le cas pour défendre des chômeurs, interpellé des autorités à propos d'étrangers retenus à l'aéroport ou pour améliorer le sort de beaucoup, tous pays, sexes et âges confondus. Je pense la laïcité indispensable à cet égard.

Raymond ZOLLER